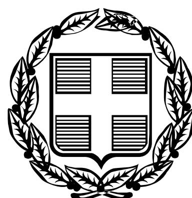



# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

## ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

**ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ** **Αρ. Φύλλου 66**

20 Μαρτίου 2007


ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘΜ. 3546

Κύρωση της Συμφωνίας Συνεργασίας μεταξύ του Υπουργού Εθνικής Άμυνας της Ελλάδας και των Υπουργών Εθνικής Άμυνας της Γαλλίας, του Βελγίου, της Ισπανίας και της Ιταλίας, σχετικά με τη συμμετοχή της Ελληνικής Δημοκρατίας στη συνεργασία Γαλλίας, Βελγίου, Ισπανίας, Ιταλίας, για το Σύστημα Παρατηρήσεως της Γης από το Διάστημα HELIOS II.

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ**
**ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο 1

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Συμφωνία Συνεργασίας μεταξύ του Υπουργού Εθνικής Άμυνας της Ελλάδας και των Υπουργών Εθνικής Άμυνας της Γαλλίας, του Βελγίου, της Ισπανίας και της Ιταλίας, σχετικά με τη συμμετοχή της Ελληνικής Δημοκρατίας στη συνεργασία Γαλλίας, Βελγίου, Ισπανίας, Ιταλίας, για το Σύστημα Παρατηρήσεως της Γης από το Διάστημα HELIOS II, που υπογράφηκε στο Παρίσι και στη Ρώμη στις 11 Σεπτεμβρίου 2006, στις Βρυξέλλες στις 4 Σεπτεμβρίου 2006, στη Μαδρίτη στις 24 Αυγούστου 2006 και στην Αθήνα την 31η Αυγούστου 2006, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

# ARRANGEMENT DE COOPERATION

**entre**

**LE MINISTRE DE LA DEFENSE
DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**LE MINISTRE DE LA DEFENSE
DU ROYAUME DE BELGIQUE**

**LE MINISTRE DE LA DEFENSE
DU ROYAUME D'ESPAGNE**

**LE MINISTRE DE LA DEFENSE
DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE**

**et**

**LE MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE
DE LA REPUBLIQUE HELLENIQUE**

**relatif**

**A LA PARTICIPATION DE LA REPUBLIQUE HELLENIQUE
A LA COOPERATION FRANCO-BELGO-HISPANO-ITALIENNE
SUR LE SYSTEME D'OBSERVATION SPATIALE
HELIOS II**

**TABLE DES MATIERES**

## PREAMBULE

Le Ministre de la défense du Royaume de Belgique, le Ministre de la défense du Royaume d'Espagne, le Ministre de la défense de la République italienne, le Ministère de la défense nationale de la République hellénique et le Ministre de la défense de la République française désignés ci-après les Participants,

considérant :

- l'arrangement de coopération relatif au développement et à la réalisation du système d'observation spatiale Hélios II entre le ministre de la Défense de la République française et le ministre de la défense du Royaume de Belgique signé le 13 juillet 2001,
- l'arrangement de coopération relatif à la participation de l'Espagne à la coopération franco-belge sur le système d'observation spatiale Hélios II signé le 5 décembre 2001 entre le ministre de la Défense de la République française, le ministre de la défense du Royaume de Belgique, le ministre de la Défense du Royaume d'Espagne,
- l'arrangement de coopération relatif à la participation de l'Italie à la coopération franco-belgo-espagnole sur le système d'observation spatiale Hélios II signé le 15 juin 2005 entre le ministre de la Défense de la République française, le ministre de la défense du Royaume de Belgique, le ministre de la Défense du Royaume d'Espagne et le ministre de la Défense de la République italienne,

prenant en compte la volonté de la République hellénique de participer au programme Hélios II

sont convenus des dispositions suivantes :



## GLOSSAIRE ET DEFINITIONS

Les termes suivants sont utilisés dans le présent Arrangement de Coopération (AC) avec les définitions suivantes :

1- **ACAH :** Agence Contractante et Administrative Hélios, dépendant du Participant français, qui a autorité pour notifier, administrer et résilier des contrats servant à l'exécution du présent AC.

2- **AT :** Arrangement technique

3- **Besoins de défense :** Utilisation du système Hélios II par les forces armées d'un Participant ou pour leur compte, dans toute partie du monde. Ceci ne comprend pas les ventes, les cessions, les échanges et les mises à disposition de Tiers.

4- **Besoins du programme :** Utilisation du système Hélios II par un Participant, dans le cadre des règles d'utilisation opérationnelles convenues entre les Participants. Ceci ne comprend pas les ventes, les cessions, les échanges et les mises à disposition de Tiers.

5- **CODIR :** Comité Directeur

6- **CPHH :** Centre principal Hélios hellénique

7- **CSH :** Composante spatiale Hélios II

8- **CSU :** Composante sol utilisateurs

9- **Contractant :** Toute entité s'étant vue notifier un contrat par l'ACAH.

10- **Sous-contractant** : Toute entité s'étant vue notifier un contrat dans le cadre de l'exécution du présent AC par un Contractant.

11- **HELIOS II :** Système d'observation spatiale de deuxième génération à des fins de défense utilisant des satellites d'observation par moyens optiques dans le visible et l'infrarouge.

12- **GOMH :** Groupe opérationnel multipartite Hélios

13- **Informations Techniques :** Informations enregistrées ou imprimées de nature scientifique ou technique, quels que soient la forme, les caractéristiques du document ou le support de présentation. Il peut s'agir, par exemple, de données expérimentales et résultats d'essai, de spécifications, de modèles et procédés de conception, d'inventions brevetables ou non, de découvertes, de descriptions techniques et autres travaux de nature technique, de topographie de produits semi-conducteurs ou d'arrangements de masque, de dossiers techniques et dossiers de fabrication, de secrets industriels et de savoir-faire, ainsi que d'informations relatives à des techniques industrielles. Elles peuvent se présenter sous forme de documents,

illustrations, dessins et autres représentations graphiques, d'enregistrements sur disques ou pellicules (à lecture optique, magnétique ou par laser), d'un logiciel de programmation comme d'une base de données, de sorties imprimées du contenu de mémoires d'ordinateur, ou de données conservées en mémoire dans un ordinateur ou sous toute autre forme.

14- **Information Technique de Base** : Information technique nécessaire à l'exécution des travaux couverts par le présent AC, produite et financée avant le commencement ou en dehors du cadre du présent AC.

15- **Information Technique Produite** : Information technique produite par le travail exécuté dans le cadre du présent AC.

16- **Logiciels** : Ensemble des programmes, procédés, règles et documentation (notamment spécifications techniques de besoin des constituants logiciels) relatifs au fonctionnement d'un ensemble de traitement de l'information.

17- **Produit image** : Information fournie par les systèmes d'observation spatiale, destinée à l'utilisateur opérationnel et caractérisant l'objectif visé, quel qu'en soit le support physique.

18- **Propriétaire** : Détenteur d'un titre de propriété sur des informations ou le détenteur de droits permettant d'en contrôler ou d'en autoriser l'utilisation.

19- **SPOT** : Système civil d'observation spatiale utilisant des satellites d'observation par moyens optiques.

20- **Tiers** : Toute personne physique ou morale n'étant pas Participant au présent AC.

21- **Utilisateur** : Services et organismes relevant des Participants qui exploitent à des fins opérationnelles l'imagerie produite par le système Hélios II.

## ARTICLE 1
## OBJET DE L'ARRANGEMENT DE COOPERATION

Le présent AC a pour objet de définir les dispositions suivant lesquelles la Grèce participe à la coopération franco-belgo-hispano-italienne sur le programme HELIOS II, sur les plans technique, financier, contractuel et administratif.

Les Participants ont pour objectif de mener à bien ces activités en coopération de la manière la plus économique possible, dans le respect des engagements définis dans le présent AC.

1.1 Le programme Hélios II est structuré en deux composantes :
- la composante spatiale Hélios II (CSH) regroupant : les satellites, les lancements et le centre de mise et de maintien à poste,
- la composante sol utilisateurs (CSU) regroupant les centres principaux, ceux-ci incluant la fonction réception des images.

1.2 Les Participants conviennent d'étudier en commun les développements techniques et/ou opérationnels nécessaires pouvant conduire à une évolution du programme Hélios II en termes de performances opérationnelles ou d'améliorations technologiques.
Les études et réalisations font alors l'objet d'AT particuliers entre les Participants.

1.3 Les activités d'emploi opérationnel du système font l'objet d'un arrangement opérationnel entre les Participants, pris au titre du présent AC.

## ARTICLE 2
## CONTENU DES TRAVAUX

2.1 Les travaux comprennent :

- les études et les résultats obtenus au cours de la phase de conception du programme Hélios II,
- les travaux réalisés et à réaliser au titre de la phase de réalisation du programme Hélios II.

2.2 Les travaux du programme réalisés au profit du Participant hellénique sous la responsabilité de l'ACAH sont classés dans deux catégories :

2.2.1 Les travaux liés aux « fonctions système » comprennent :

- les études de conception et de définition du système,
- les activités d'architecture d'ensemble,
- le développement et la réalisation de deux modèles de vol du satellite Hélios II, ainsi que les maquettes et moyens d'essais au sol associés,
- la définition et la réalisation des équipements du centre de maintien à poste et du groupe d'expertise qualité image,
- les lancements et les activités de réception des satellites en orbite (incluant les transports sur le site de lancement, les campagnes de lancement),
- les essais système et la recette en vol du système,
- la conception, la définition, le développement des logiciels et la définition des matériels de toutes les fonctions de la composante sol utilisateurs,
- l'achat des matériels de la composante sol utilisateurs implantés dans le centre principal Hélios français (CPHF) liés aux fonctions mises en œuvre au profit commun des Participants :
  - la supervision du système,
  - la qualité image,
  - la chaîne de la mission système (élaboration du plan de travail des satellites),
- la maintenance et l'entretien des installations et matériels liés aux "fonctions système" jusqu'à la remise aux utilisateurs, y compris le stockage du satellite Hélios II B, à l'exclusion de la mise en place des liaisons système, non comprises dans le programme et mises à la disposition du programme par les Participants.

2.2.2 Les travaux liés aux « fonctions nationales helléniques » comprennent :

- la réalisation du centre principal Hélios hellénique (CPHH), hors infrastructures, conformément aux spécifications techniques en vigueur[1] et dont les livrables principaux sont les suivants :
  - un système de dépôt de demande de programmation,
  - un système de hiérarchisation et de dialogue international,
  - un système de réception et d'archivage de la télémesure image,
  - un système de production des images,
  - des postes d'exploitation,

[1] N°D02-ST-DU2-35-CN/CD

  - un système de supervision du fonctionnement de l'ensemble.
- la livraison de la documentation opérationnelle,
- la traduction en langue anglaise de la documentation et des écrans (sauf dérogations sollicitées par les Contractants et acceptées par la direction de programme),
- la formation initiale des utilisateurs, hors formation spécifique des photo-interprètes,
- l'entretien des équipements du CPHH jusqu'à la fin de la vérification en service régulier,
- une période d'une année de garantie à compter de la fin de la vérification en service régulier
- la mise en place des liaisons entre le CPHH et le centre français jusqu'à la fin de la vérification en service régulier.

## ARTICLE 3
## ORGANISATION ENTRE LES PARTICIPANTS

3.1 Les Participants mettent en place le comité directeur (CODIR) franco-belgo-hispano-italo-hellénique du programme Hélios II. Le CODIR est chargé de diriger, coordonner et évaluer toutes les activités menées dans le cadre du programme.

3.2 La gestion du programme est confiée au Participant français, Service des Programmes d'Observation, de Télécommunication et d'Information (SPOTI) de la Délégation Générale pour l'Armement (DGA). Le SPOTI assure les fonctions d'Agence Contractante et Administrative Hélios ci-après dénommée ACAH.

3.3 La direction de programme mise en place par la DGA est responsable de la conduite du programme et de la mise en œuvre des actions décidées par le CODIR. Cette direction de programme, placée sous l'autorité d'un directeur de programme français, comprend des personnels techniques et administratifs. Le Participant hellénique affecte à la direction de programme un représentant dont le rôle est défini à l'annexe 1.

3.4 Le Participant hellénique désigne un chef de programme qui est le correspondant du directeur de programme.

3.5 Un officier de programme de l'état major des armées du Participant français représente les utilisateurs des Participants auprès de la direction de programme. Le Participant hellénique désigne un correspondant de l'officier de programme. L'organisation opérationnelle est précisée dans un document relevant des états-majors nationaux.

3.6 Le mandat, la composition et les modalités de fonctionnement du CODIR, de l'ACAH et du groupe technique sont détaillés dans l'annexe 1 au présent AC.

## ARTICLE 4
## ORGANISATION CONTRACTUELLE

4.1 Les contrats de premier niveau sont notifiés par l'ACAH, au maître d'ouvrage délégué de la CSH, à l'architecte d'ensemble et au maître d'œuvre de la CSU, qui notifient des contrats aux sous-contractants.

4.2 Le représentant du Participant hellénique auprès de la direction de programme est associé au processus de préparation et de notification des contrats concernant les «fonctions nationales helléniques» détaillées au paragraphe 2.2.2.

4.3 Le représentant du Participant hellénique auprès de la direction de programme a accès aux informations de coût détaillées relatives au lancement du satellite Hélios II B.

## ARTICLE 5
## ORGANISATION INDUSTRIELLE

L'organisation industrielle et contractuelle de premier niveau mise en place par le Participant français est la suivante :

- la maîtrise d'ouvrage de la composante spatiale (CSH) est déléguée au Centre National d'études Spatiales français (CNES). Le CNES assure également la fonction d'architecte d'ensemble,
- la maîtrise d'œuvre industrielle de la composante sol utilisateurs (CSU) est confiée à EADS ASTRIUM.

## ARTICLE 6
## ACCES DU PARTICIPANT HELLENIQUE AU SYSTEME HELIOS II

6.1 Le Participant hellénique a accès au système Hélios II dès l'entrée en vigueur du présent AC.

6.2 L'utilisation opérationnelle du système Hélios par le Participant hellénique se fait selon des modalités différentes selon la période considérée :

6.2.1 Avant la mise en service opérationnel du CPHH:
Le Participant français met à disposition du Participant hellénique un accès au système Hélios II à travers le centre principal français.
Les droits d'utilisation opérationnelle du ou des satellites en orbite pendant cette période sont les suivants :

| | |
|---|---|
| Participant français : | 92,5 % |
| Participant belge : | 2,5 % |
| Participant espagnol : | 2,5 % |
| Participant italien : | 2,5 % |

Les modalités d'accès du Participant hellénique au système Hélios II avant la mise en service opérationnel du CPHH sont définies en annexe 4.

6.2.2 A partir de la mise en service opérationnel du CPHH :
Le Participant hellénique a accès directement à partir de son centre national.
Les droits d'utilisation opérationnelle du ou des satellites en orbite sont alors les suivants :

| | |
|---|---|
| Participant français : | 90,0 % |
| Participant belge : | 2,5 % |
| Participant espagnol : | 2,5 % |
| Participant italien : | 2,5 % |
| Participant hellénique : | 2,5 % |

6.3 La mise en service opérationnelle du CPHH est prévue fin 2008.

## ARTICLE 7
## REGLES D'UTILISATION OPERATIONNELLE

Les règles d'utilisation opérationnelle du système Hélios par le Participant hellénique se fait selon des modalités différentes selon la période considérée :

7.1 Avant la mise en service opérationnel du CPHH, les règles définies en annexe 4 s'appliquent.

7.2 A partir de la mise en service opérationnel du CPHH, les règles suivantes s'appliquent :

7.2.1 Au titre des droits définis à l'article 6, chacun des Participants dispose du système spatial selon ses besoins, dans le cadre de sa part d'exploitation, sans restriction, géographique ou thématique.

7.2.2 Chaque Participant reste maître de l'exploitation des données numériques qu'il a acquises par le système. Il en dispose dans le respect des intérêts des autres Participants. Chacun des Participants peut définir librement les zones qu'il souhaite observer.

7.2.3 Les règles précises de l'utilisation opérationnelle du système sont définies dans l'arrangement opérationnel de partage des capacités opérationnelles du système HELIOS II, signé par les Participants du système.

7.2.4 Les produits images obtenus et leurs dérivés sont classifiés selon un niveau de classification défini, produit par produit, dans l'arrangement opérationnel cité au paragraphe 7.2.3.

7.2.5 Le système est conçu et organisé de manière à permettre le cryptage des données acquises et à garantir pour chacun des Participants la confidentialité des informations. La sélection, les règles de gestion et la mise en œuvre des systèmes de chiffrement des communications entre les satellites et les stations sol font l'objet d'un arrangement opérationnel spécifique établi en accord avec les autorités nationales de sécurité des Participants.

7.2.6 Les participants conviennent, pour des besoins spécifiques, d'étudier les procédures de dégradation des produits image en vue de leur conférer des degrés moindre de classification et, dans la mesure du possible, de leur attribuer une déclassification.

7.2.7 Dans le cas où l'un des Participants envisagerait l'accès direct d'un Tiers au système Hélios II par l'utilisation de son segment sol, un AT spécifique devra être conclu entre les Participants avant cet accès. Pour autant, ce Tiers n'est pas considéré comme Participant au présent AC.

7.3 Les décisions d'arrêt d'exploitation ou de mise en veille du ou des satellites sont prises par le Comité Directeur en considération de l'intérêt des Participants.

## ARTICLE 8
## DISPOSITIONS RELATIVES AU LANCEMENT DU SATELLITE HELIOS II B

8.1 Le lancement du satellite Hélios II B est prévu en mars 2009.

8.2 Cette date de lancement peut être modifiée par le CODIR après concertation entre les Participants, de façon à respecter leurs exigences en matière de continuité de service en orbite.

8.3 Le CODIR prend avant le lancement, et dans le cadre des dispositions au paragraphe 9.3, la décision de faire souscrire ou non une assurance couvrant les risques du lancement.
En cas de décision de contracter une assurance, le montant de la prime d'assurance est réparti entre les Participants au prorata de leurs droits d'utilisation définis au paragraphe 6.2.2. Les droits des Participants sur l'indemnisation éventuelle sont acquis selon la même règle.

## ARTICLE 9
## COUTS, FINANCEMENTS ET COMPTABILISATIONS

9.1 Les éléments de coût pris en compte dans la contribution du Participant hellénique correspondent aux travaux et prestations confiés aux Contractants pour réaliser les travaux énoncés au paragraphe 2.2 du présent AC.

9.2 Les coûts relatifs à l'emploi opérationnel du système ne sont pas inclus dans la contribution du Participant hellénique décrite dans le présent AC. Ils sont indiqués dans les arrangements additionnels prévus au paragraphe 1.3.

9.3 La contribution du Participant hellénique au programme Hélios II, en millions d'Euro hors taxes (MEUR HT) est la suivante :

| | MEUR HT CE 01/01 | MEUR HT CE 01/05 |
|---|---|---|
| « Fonctions système » hors lancement Hélios IIB | 28,84 | 33,35 |
| « Fonctions système » partie lancement Hélios IIB | 3,67 | 4,24 |
| « Fonctions nationales helléniques » | 21,00 | 24,28 |
| Provision | 2,59 | 3,00 |
| TOTAL | 56,10 | 64,87 |

* avec pour hypothèse CE01/01->01/05 = 1,1564

La contribution du Participant hellénique au coût des fonctions « système » hors lancement HIIB, soit 28,84 MEUR CE 01/01, est fondée sur le coût global des fonctions système et permet l'accès du Participant hellénique au système Hélios II au cours des deux phases mentionnées à l'article 6 (avant et après la mise en service opérationnel du CPHH). Elle est forfaitaire, hors aléa majeur. Le CODIR peut décider l'emploi de tout ou partie de la provision pour couvrir un accroissement de coût, notamment dans les cas suivants :

- aléa majeur (après qualification de l'aléa par le CODIR), tel qu'une défaillance ou dégradation des performances du satellite n°1 en orbite,
- décision de contracter une assurance pour couvrir le lancement Hélios II B (§8.3).

Compte tenu de l'avancement du programme, la contribution du Participant hellénique au coût des fonctions « système » est intégralement employée dans le cadre d'actes contractuels passés par le SPOTI pour des activités françaises relatives au programme Hélios.

La contribution du Participant hellénique au coût du lancement Hélios II B, soit 3,67 MEUR CE 01/01, est fondée sur un coût global de 146,6 MEUR CE 01/01 pour le lancement Hélios II B, campagne de lancement comprise. Cette contribution est, dans la limite du montant de la provision, revue à la hausse ou à la baisse pour représenter exactement 2,5 % du coût final constaté.

La contribution du Participant hellénique au coût des «fonctions nationales helléniques», soit 21 MEUR CE 01/01 est estimative et établie par analogie avec des travaux de même nature déjà réalisés. Les besoins réels de financement sont, comme indiqué au paragraphe 4.2, établis en

concertation avec le représentant du Participant hellénique. Le CODIR peut décider l'emploi de tout ou partie de la provision pour couvrir l'éventuelle différence positive entre le coût estimé et le coût constaté.

La provision est destinée à couvrir d'une part la contribution du Participant hellénique à l'accroissement éventuel du coût des « fonctions système » » et d'autre part à permettre la satisfaction des besoins helléniques en termes de «fonctions nationales» qui excèdent l'estimation du tableau ci-dessus. Cette affectation est approuvée par le CODIR. Pour le cas où le montant de la provision défini dans le tableau ci-dessus s'avère insuffisant, un amendement au présent AC est conclu entre les Participants.

9.4 Les éléments de coûts non compris dans la contribution du Participant hellénique sont :
- les infrastructures du segment national du Participant hellénique,
- les frais des personnels (frais de mission compris) affectés au suivi du programme en Grèce ou en détachement en France.

9.5 Les dispositions relatives aux procédures de financement, aux appels de fonds, aux règles de calcul du montant de la participation financière du Participant hellénique, aux données économiques et au contrôle financier du programme, figurent en annexe 2.

9.6 L'échéancier initial prévisionnel de la contribution hellénique figure en annexe 3.

## ARTICLE 10
## COMMUNICATION ET UTILISATION DES INFORMATIONS TECHNIQUES

10.1 Toutes les Informations Techniques faisant l'objet d'un droit de propriété et identifiées comme telles sont marquées de façon appropriée et sont traitées dans les conditions prescrites par l'Accord OTAN sur la communication, à des fins de défense, d'Informations Techniques signé à Bruxelles le 19 octobre 1970, et dans ses instructions d'application approuvées par le Conseil de l'Atlantique Nord le 1er janvier 1971.

Les actes contractuels, notifiés par l'ACAH aux Contractants, comprennent des dispositions qui permettent aux Participants d'exercer les droits définis aux paragraphes ci-dessous.

10.2 Les Informations Techniques sont communiquées sur la base du besoin d'en connaître. Elles ne peuvent être utilisées ou divulguées à des tiers, sans l'autorisation écrite préalable du propriétaire de l'information. Ces informations ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles qui sont définies dans le présent AC.

10.3 Informations Techniques de Base

- Sous réserve du droit de tiers, le Participant français communique au Participant hellénique les Informations Techniques de Base en sa possession pour les besoins exclusifs du programme Hélios II.
- Le Participant hellénique utilise les Informations Techniques de Base communiquées par le Participant français exclusivement pour les besoins du programme Hélios II.

10.4 Informations Techniques Produites

10.4.1 Informations Techniques Produites dans le cadre des activités « fonctions système » :

- Le Participant hellénique dispose du droit de reproduire, d'utiliser ou de faire utiliser gratuitement ces Informations Techniques Produites, pour les besoins exclusifs du programme Hélios II.
- Toute autre utilisation est négociée par la direction de programme à des conditions justes et raisonnables tenant compte des droits d'utilisation opérationnelle acquis par chaque Participant mentionnés au paragraphe 6.2.2.

10.4.2 Informations Techniques Produites dans le cadre des activités «fonctions nationales helléniques » :

Le Participant hellénique a le droit de reproduire, d'utiliser ou de faire utiliser gratuitement pour ses besoins de défense ces Informations Techniques Produites.

## ARTICLE 11
## PROPRIETE DES BIENS

11.1 Sous réserve des dispositions de l'article 10, le Participant hellénique est propriétaire des biens produits ou achetés dans le cadre du présent AC, au prorata de ses droits d'utilisation opérationnelle définis au paragraphe 6.2.2 :

- dans leur intégralité pour les moyens spécifiques du programme HELIOS II,
- pour la part financée par le programme HELIOS II pour les moyens communs avec le programme SPOT 5.

11.2 Les Participants sont propriétaires des biens produits ou achetés, dans le cadre des travaux de la composante sol utilisateurs, et installés sur leurs territoires respectifs.

11.3 Le Participant hellénique dispose sur les biens produits ou achetés dans le cadre du présent AC de droits d'utilisation identiques aux droits de propriété précisés aux paragraphes 11.1 et 11.2 ci-dessus. De plus, les règles d'utilisation opérationnelle du système, qui sont définies dans l'arrangement opérationnel du système HELIOS II prévu au paragraphe 7.2.3, prévalent sur les droits d'utilisation des biens visés par le présent article.

11.4 Dans le cas où des installations et des matériels ne sont plus nécessaires à l'exécution du programme, le CODIR sur proposition de l'ACAH décide de leur destination.

## ARTICLE 12
## TAXES, DROITS DE DOUANE ET CHARGES SIMILAIRES

12.1 Dans la mesure où leurs lois et règlements en vigueur le permettent et dans la limite de leurs attributions, les Participants s'efforcent de faire en sorte que ne soient pas appliqués, pour la réalisation du programme objet du présent AC, ni les taxes directement identifiables, ni droits de douane et frais analogues ou restrictions quantitatives sur les importations et exportations. Les dispositions fiscales contenues dans la sixième directive européenne n°77/388 CEE du 17 mai 1977 s'appliquent au présent AC.
Dans la mesure où il s'agit d'une acquisition intracommunautaire, la taxe sur la valeur ajoutée éventuelle est liquidée selon les dispositions fiscales applicables sur le territoire du Participant concerné.

12.2 Les Participants s'assurent qu'aucune taxe, droit et/ou autres charges similaires identifiables dont l'exonération est possible comme indiqué ci-dessus n'entrent dans le prix de l'information ou des matériels produits au titre du programme.

12.3 Les Participants doivent appliquer toutes taxes, droits et autres charges similaires de la manière la plus favorable à l'exécution satisfaisante des dispositions du présent AC tout en satisfaisant aux dispositions des paragraphes 12.1et 12.2 ci-dessus.

12.4 Chaque Participant prend la responsabilité de la perception des droits de douane et taxes assimilées, au profit du budget de l'Union européenne, sur la part des composants ou des matériels originaires d'Etats non membres de l'Union Européenne entrant dans la fabrication des matériels dont il acquiert la propriété.
A cet effet, les matériels et composants des matériels livrés au titre du présent AC circulent jusqu'à leur destination finale accompagnés des documents douaniers permettant cette éventuelle perception.

12.5 Les taxes sur la valeur ajoutée française, belge, espagnole, italienne et hellénique ne sont pas comptabilisées dans le calcul des contributions. Toutes taxes, droits ou autres charges similaires, qui seraient appliqués à une prestation effectuée au titre du présent AC par l'un des Participants après mise en œuvre des dispositions des paragraphes 12.1 à 12.3, seraient imputés aux Participants au prorata des droits d'utilisation opérationnelle définis au paragraphe 6.2.2 pour les « fonctions système » et intégralement au Participant hellénique pour les «fonctions nationales helléniques». Ils feraient alors l'objet d'appels de fonds complémentaires.

## ARTICLE 13
## RESPONSABILITES

13.1 Chaque Participant prend en charge la réparation des dommages occasionnés aux membres de son personnel civil ou militaire ou à ses biens par les membres du personnel ou les agents de ses partenaires dans le cadre ou à l'occasion de la mise en œuvre du présent AC. Si toutefois ces dommages résultent d'une faute lourde ou intentionnelle d'un Participant, d'un membre de son personnel ou de ses agents, ce Participant supporte seul le coût de la réparation.

13.2 Les demandes de réparation introduites par des Tiers en cas de dommage de quelque sorte que ce soit occasionné par l'un des membres du personnel ou un agent des Participants sont traitées par le Participant sur le territoire duquel se produit le dommage. Pour un dommage lié à une activité système, les coûts de réparation sont supportés par les Participants au prorata de leurs droits d'utilisation définis au paragraphe 6.2.2. Pour un dommage lié à une activité nationale, le Participant responsable de cette activité supporte seul les coûts de réparation.
Si toutefois les dommages résultent d'une faute lourde ou intentionnelle d'un membre du personnel ou des agents d'un des Participants, ce dernier supporte seul le coût de la réparation.

13.3 En cas de dommages aux biens communs des Participants ou occasionnés par ces biens, si le coût de la réparation ne peut être recouvré auprès d'un Tiers, les frais de réparation sont répartis entre les Participants au prorata de leurs droits d'utilisation définis au paragraphe 6.2.2.

13.4 Les demandes de réparation résultant d'un contrat attribué dans le cadre du présent AP sont réglées dans les conditions énoncées dans ce contrat.

## ARTICLE 14
## VISITES, SECURITE ET PROTECTION DES INFORMATIONS

14.1 Les échanges d'informations classifiées entre les participants se font dans le cadre des accords de sécurité conclus respectivement entre chacun des participants. S'il est nécessaire de transférer des informations classifiées entre les Participants par moyen électronique, ces échanges devront être effectués sous couvert d'accords rédigés entre les autorités nationales de sécurité.

14.2 Les informations et les documents classifiés sont transmis uniquement par les voies approuvées par les Autorités Désignées de Sécurité des Participants, y compris par porteur de l'industrie pour les cas d'urgence. Dans ce dernier cas, les dispositions convenues dans le cadre de l'annexe 2 de la déclaration du 12 mai 1988, signée entre autres par les Participants concernant le transport de documents classifiés par porteur sont appliquées. Le niveau de classification et l'Etat d'origine doivent être marqués sur ces informations et sur ces documents.

14.3 Chaque Participant s'assure que le destinataire ne divulgue pas d'informations classifiées à des Tiers, sans l'autorisation écrite du Participant émetteur, et n'utilise pas les informations classifiées à des fins autres que celles qui sont définies dans le présent AC.

14.4 Les Participants effectuent une enquête s'ils apprennent ou s'ils soupçonnent que des informations classifiées en leur possession ont été perdues ou divulguées à des personnes non autorisées. Ces Participants informent rapidement et complètement l'émetteur de ces informations sur les circonstances de la fuite, sur les résultats finaux de l'enquête, et sur les mesures prises pour éviter leur répétition.

14.5 Tous les personnels en visite doivent respecter les règlements de sécurité du Participant hôte. Toutes les informations divulguées ou remises aux visiteurs doivent être traitées comme si elles avaient été remises au Participant envoyant le personnel en visite.

14.6 Si un ressortissant de l'Etat dont dépend un Participant veut visiter des installations sur le territoire de l'Etat d'un autre Participant, les demandes de visite doivent passer par les voies normales, et doivent être conformes aux procédures établies de visites du Participant hôte. Les demandes de visites doivent indiquer le nom du programme. Les dispositions convenues dans le cadre de l'annexe 2 de la déclaration du 12 mai 1988, visée au paragraphe 14.2, sont appliquées.

14.7 Des listes de ressortissants de l'Etat dont dépend un Participant, devant visiter régulièrement les installations sur le territoire d'un autre Participant, sont transmises par les voies officielles conformément aux procédures de visites internationales permanentes.

14.8 En application de l'Instruction n° 2560/DEF/C.23 du 21 mai 1984 applicable à la coopération et aux contrats avec l'étranger en matière d'armement, tous les documents relatifs au programme en coopération portent, outre le timbre de classification adapté (Diffusion Restreinte, Confidentiel Défense ou Secret Défense), un timbre particulier : " FRANCE-ITALIE-ESPAGNE-BELGIQUE-HELLAS ".

Les documents concernant le programme en coopération sont émis sous timbre "SPOTI/H/ACAH".
Ils font l'objet au secrétariat SPOTI/H d'un enregistrement départ différent de celui du courrier purement national ou OTAN.

## ARTICLE 15
## ADMISSION DE NOUVEAUX PARTICIPANTS

L'admission de nouveaux Participants est étudiée et proposée par le CODIR et fait l'objet d'un nouvel arrangement de coopération.

Dans le cas de l'admission de nouveaux Participants, leurs droits d'utilisation opérationnelle du système HELIOS II sont prélevés sur les droits du Participant français.

## ARTICLE 16
## LANGUES UTILISEES

Les contrats notifiés par l'ACAH dans le cadre du présent arrangement sont rédigés en français.

## ARTICLE 17
## REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent AC est réglé uniquement par consultation entre les Participants.

## ARTICLE 18
## DUREE - RETRAIT - DENONCIATION

18.1 Le présent AC prend fin à l'issue de l'utilisation des satellites réalisés par les travaux mentionnés à l'article 2 à moins que les Participants ne décident à l'unanimité d'y mettre fin plus tôt. Si l'un des Participants estime nécessaire de se retirer avant la fin de l'utilisation des satellites, il avertit sans tarder les autres Participants de son intention par l'intermédiaire du CODIR. La question fait l'objet de consultations immédiates entre les Participants pour leur permettre d'en évaluer toutes les conséquences et la possibilité d'éviter ce retrait. La durée de ces consultations est de trois mois.
Cependant, les dispositions des articles 10, 11, 13, 14 et 17 restent valables pour une durée de 30 ans.

18.2 Si à l'issue des consultations le Participant maintient sa décision de se retirer du programme, les procédures ci-après s'appliquent :

18.2.1 le Participant qui se retire notifie par écrit sa décision avec un préavis de trois mois avant la date souhaitée d'effet du retrait ;

18.2.2 le Participant qui se retire doit maintenir sa participation dans le programme, financière ou autre, jusqu'à la date de prise d'effet du retrait ;

18.2.3 le Participant qui se retire prend toutes les dispositions en son pouvoir pour que le programme puisse être poursuivi par les autres Participants. En particulier, il veille à fournir aux autres Participants toute assistance raisonnable pour la poursuite du programme ;

18.2.4 le CODIR propose les dispositions les plus satisfaisantes pour la poursuite des travaux et du programme. Ces dispositions peuvent comprendre des transferts d'activités ;

18.2.5 le Participant qui se retire supporte deux catégories de coûts :

- sa contribution, déterminée conformément aux dispositions sur le partage des coûts, aux dépenses exposées en commun au titre du présent AC,
- la totalité des coûts directs occasionnés par le retrait, y compris les frais de résiliation ou modification des contrats rendus nécessaires du fait notamment de la réduction, de la cessation, de l'annulation ou du transfert de travaux directement imputables à son retrait. Les Participants s'efforcent de maintenir tous les coûts directs du retrait les plus bas possible.

Le coût total, à la charge du Participant qui se retire, ne doit toutefois pas excéder le montant total de ses engagements au titre du présent AC.

18.2.6 Toutes les informations et les droits s'y rapportant, obtenus avant le retrait, sont conservés par le Participant qui se retire sous réserve des dispositions de l'article 10 du présent AC relatif aux droits de propriété intellectuelle et du paragraphe 18.2.3 ci-dessus.

## ARTICLE 19
## AMENDEMENTS

Le présent AC ne peut être modifié que par un amendement écrit et signé par les Participants. Ces amendements entreront en vigueur conformément à la procédure du deuxième paragraphe de l'article 20.

Pour le Ministre de la défense
de la République française

à Paris,le 11/09/06

L'ingénieur général de l'armement Patrick Auroy,
Adjoint au délégué général pour l'armement

Pour le Ministre de la défense
du Royaume de Belgique

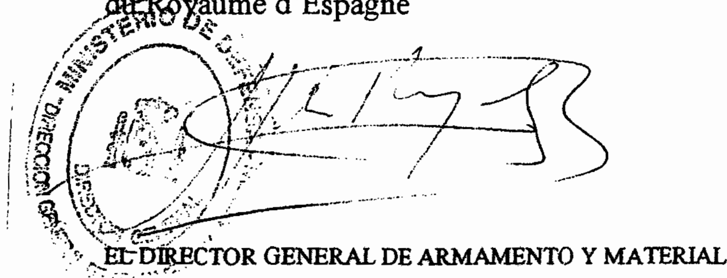
à Evere, le 04 SEP. 2006

**Le Directeur National de l'Armement**

Jacques Rosiers,Ir
Amiral de Division
Aide de Camp du Roi
Sous-chef d'Etat-Major Stratégie

Pour le Ministre de la défense
du Royaume d'Espagne

à Madrid , le 24 août 2006



EL DIRECTOR GENERAL DE ARMAMENTO Y MATERIAL

Pour le Ministre de la défense
de la République italienne

à ...Roma..., le 11/09/06

IL SEGRETARIO GENERALE DELLA DIFESA / DNA
*(Generale di Corpo d'Armata Gianni BOTONDI)*

Pour le Ministère de la Défense Nationale
de la République hellénique

à ..Athènes.., le 31.08.06

IOANNIS BOURLOYANNIS – TSANGARIDIS
Ambassadeur de Grèce (ret.)
Directeur Général de la Politique de Défense Nationale
et des Relations Internationales

# ANNEXE 1

## ORGANISATION MISE EN PLACE PAR LES PARTICIPANTS

## SOMMAIRE

—

**Mandat et composition**
**du Comité directeur Hélios II**

**1 - MANDAT**
Le CODIR franco-belgo-hispano-italo-hellénique fait mener par la direction de programme les actions contractuelles et techniques relatives au développement et à la réalisation du système Hélios II, pour répondre au besoin formulé par les utilisateurs du système. En conséquence, le CODIR :

- approuve le programme sur les plans techniques, industriels et financiers,
- dirige, coordonne, contrôle les activités industrielles relatives au programme Hélios II, en particulier celles concernant les propositions d'évolutions du système.

**2 - COMPOSITION**
Le CODIR comprend des membres permanents français, belges, espagnols, italiens et helléniques.

- **Président** : le Directeur du Service des Programmes d'Observation, de Télécommunication et d'Information (SPOTI),
- **Vice-présidents :**
  - Belgique / le Directeur National de l'Armement des Forces armées belges,
  - Espagne / le représentant désigné par le ministère de la défense espagnol
  - Italie / le Chef du 4ème Département du Secrétariat Général de la Défense / Direction Nationale de l'Armement
  - Grèce / le représentant désigné par le ministère national de la défense hellénique
- **Membres :**
  - les représentants désignés par le chef d'état-major des armées des Participants,
  - les représentants des états-majors d'armées des Participants,
  - les représentants de la Délégation générale pour l'armement (DGA),
  - le représentant du Participant belge de l'état-major général responsable du spatial militaire belge,
  - les représentants du ministère de la défense espagnol : Direction Générale de l'Armement et du Matériel (DGAM) et Institut national de Technique Aérospatiale (INTA),
  - les représentants du ministère de la défense italien : Etat Major de la Défense et Direction Générale « Teledife »,
  - les représentants du ministère national de la défense hellénique
  - les représentants des directions du Participant français : DAF (Direction des affaires financières), CGA (Contrôle général des armées),
  - les représentants du CNES.
- **Secrétariat :** la direction de programme.

**3 - MODALITES DE FONCTIONNEMENT**
Le CODIR se réunit en principe une fois par an. Cette réunion est préparée par le Groupe Technique Hélios II, avec l'assistance de l'ACAH. Les Participants peuvent s'ils le souhaitent se faire assister par des experts à titre consultatif.
Les décisions sont prises à l'unanimité, chacun des Participants disposant d'une voix.

**Mandat et composition**
**de la direction de programme Hélios II**

Le Participant français met à la disposition du programme en coopération Hélios II une direction de programme conformément aux dispositions de l'article 3.

**1 - MANDAT**

La direction de programme a la responsabilité des activités qui lui sont confiées par les Participants, dans l'intérêt commun en ce qui concerne la tenue des coûts, des délais et l'obtention des performances demandées pour le système.

Elle conduit ces activités sous l'autorité du CODIR. Elle met en œuvre les actions décidées par celui-ci.

Pour mener à bien ces activités, la direction de programme s'appuie sur l'ACAH.

**2 - COMPOSITION**

- le directeur de programme français,
- le représentant du Participant belge, désigné par son Directeur National de l'Armement,
- le représentant du Participant espagnol, désigné par son Directeur Général de l'Armement et du Matériel,
- le représentant du Participant italien,
- le représentant du Participant hellénique,
- les personnels techniques et administratifs français mis pour emploi auprès de la direction de programme,
- le secrétariat de la direction de programme.

**3 - RÔLE DU REPRESENTANT HELLENIQUE AU SEIN DE LA DIRECTION DE PROGRAMME**

3.1 - Missions du représentant du Participant hellénique

Dans le contexte décrit ci-dessus, le représentant du Participant hellénique au sein de la direction de programme a les missions suivantes :

a) donner son avis sur les aspects du programme concernant le Participant hellénique et plus spécifiquement les aspects industriels, techniques et financiers des contrats concernant les «fonctions nationales helléniques» (coût, calendriers, négociations contractuelles, approbation des conditions de paiement des contrats, visa des accords de paiement émis par l'ACAH à partir du compte ouvert à la Caisse des Dépôts et Consignations décrit en annexe 2) ;
b) assurer la coordination, pour le compte de la direction de programme, avec les travaux réalisés en Grèce et en dehors du programme en coopération tels que : infrastructures, protection des sites, liaisons de transmissions... ;
c) mener des actions de coordination avec les services officiels du Participant hellénique (sécurité militaire, surveillance industrielle, organisme de gestion des fréquences radios), selon les besoins du programme ;
d) assurer l'information régulière des autorités helléniques sur le déroulement technique du programme et sur les éléments ayant un impact sur la participation financière hellénique.

3.2 - Moyens

Pour mener les actions ci-dessus, le représentant du Participant hellénique dispose des moyens suivants :

a) il participe aux réunions des groupes de travail du Groupe Opérationnel Hélios II et du Groupe Technique Hélios II ;
b) il participe à toute réunion et notamment aux réunions de la direction de programme concernant le programme en coopération ;
c) il peut émettre tout document qu'il estime nécessaire concernant le programme et dans l'exercice de ses missions ; le document est visé au préalable par le directeur de programme, puis signé par lui et le directeur de programme ;
d) lorsqu'il veut signifier un engagement particulier ou des observations spécifiques vis-à-vis de l'ACAH (exemple : acceptation des conditions de paiement des contrats, observations...), il peut émettre des courriers intérieurs, sous son propre timbre et sous sa signature ;
e) il peut émettre et recevoir des documents transmis par des organismes de son Etat directement, via son ambassade à Paris par exemple.

Le Participant français met à disposition du représentant du Participant hellénique les moyens techniques nécessaires pour remplir ses missions y compris les moyens de communication avec les divers organismes de l'administration hellénique.

**Mandat et composition**
**du Groupe Technique Hélios II**

## 1 - MANDAT

Le Groupe Technique Hélios II:
- contrôle le déroulement technique, financier, calendaire des activités relatives au programme,
- prépare les réunions du CODIR.

## 2 - COMPOSITION

**- Président :** . directeur du programme Hélios II.

**- Vice-Présidents :**
. le représentant du Participant belge au sein de la Direction du programme Hélios II,
. le chef du programme Hélios II espagnol,
. le chef de la 5ème division du 2ème département de la Direction Générale "Teledife"
. le chef du programme Hélios II hellénique

**- Membres :**
. représentants de la direction de programme,
. Participant français : représentants de l'EMA,
. Participant belge : représentants de l'EMG,
. Participant espagnol : représentants de l'Etat Major de la Défense, la DGAM, l'INTA et le représentant du Participant espagnol au sein de la direction de programme Hélios II,
. Participant italien : représentants de l'Etat Major de la Défense et du Centre Principal Hélios italien,
. Participant hellénique : représentants du ministère national de la défense hellénique et du CPHH,
. représentants du CNES.

**- Secrétariat :** . la direction de programme.

## 3 - MODALITES DE FONCTIONNEMENT

- Le Groupe Technique Hélios II se réunit en principe deux fois par an.

- Le Groupe Technique Hélios II peut se réunir à la demande de l'un des Participants.

# ANNEXE 2

## GESTION FINANCIERE DU PROGRAMME

## SOMMAIRE

—

## 1 – PROCEDURES DE FINANCEMENT DE LA COOPERATION

Le Participant hellénique contribue au financement du programme Hélios II conformément à l'article 9 du présent AC et suivant l'échéancier en annexe 3.

La gestion financière du programme Hélios II est assurée selon les procédures en vigueur dans les programmes d'armement français.

La contribution financière du Participant hellénique est mise en place par son administration dans un délai de trois mois après l'appel de fond. Les fonds versés par le Participant hellénique sont déposés par virement sur un compte bancaire portant intérêt ouvert, à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) au nom du ministère de la défense nationale de la République hellénique. Les mouvements affectant ce compte bancaire sont effectués par l'agent comptable des services industriels de l'armement (ACSIA) agissant au nom et pour le compte du Participant hellénique, en qualité de préposé de l'établissement financier de la CDC. Si le Participant hellénique est en retard ou omet de mettre à disposition les fonds nécessaires conformément aux conditions spécifiées ci-dessus, il supporte les suppléments de coûts contractuels qui résultent directement de ce retard ou de cette omission, tels qu'ils lui sont notifiés par l'ACAH.

Les modalités de fonctionnement de ce compte sont décrites dans un protocole bancaire signé par un représentant du Participant hellénique, de l'ACAH et de la CDC.

## 2 - APPEL DE FONDS

L'ACAH adresse chaque année à l'administration hellénique, à une période à définir d'un commun accord entre les Participants, un appel de fonds destiné à couvrir la contribution hellénique aux besoins de financement des contrats en cours ou à notifier pendant l'année.

Le Participant hellénique dispose d'un mois pour adresser ses observations à l'ACAH. Sans commentaire dans ce délai, les termes de l'appel de fonds sont réputés acceptés.

Les montants de l'appel de fonds sont plafonnés aux montants de l'échéancier des contributions approuvé lors du dernier CODIR. L'échéancier initial est décrit à l'annexe 3 du présent AC.

L'administration du Participant hellénique adresse à l'ACAH une copie de l'avis de versement adressé aux banques.

## 3 - REGLE DE CALCUL DU MONTANT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE HELLENIQUE

Les contributions helléniques sont calculées aux conditions économiques de référence par la formule de révision précisée au paragraphe 4 de la présente annexe.

Pour suivre les dépenses liées aux contrats concernant les «fonctions nationales_helléniques», les paiements annuels constatés et prévisionnels sont également et de la même manière calculés aux conditions économiques de référence.

La date de référence retenue pour la comptabilisation d'une dépense est la date de la signature de l'ordre de paiement par le directeur du SPOTI ou la date de mandatement par les services administratifs de l'ACAH des factures des Contractants.

Par simplification, les paiements annuels aux Contractants sont estimés être aux conditions économiques du mois de juillet de l'année en cours.

## 4 - DONNEES ECONOMIQUES

**4.1 - Les conditions économiques de référence** : janvier 2001

**4.2 - Formules de transposition des prix**

La formule de transposition (indice i) pour ramener les coûts des conditions économiques du mois de référence à celles d'un mois n, antérieur ou postérieur au mois de référence, est la suivante :

i = 0,85 Sn /So + 0,15 [PsdG2n * PsdB juillet2004) / PsdG2 juillet 2004] /PsdBo

S = indice INSEE du coût de la main d'œuvre des industries électriques et mécaniques.
PsdB juillet 2004 = valeur de l'ancien indice INSEE pour les produits et services divers « B » en juillet 2004
PsdG2 = nouvel indice INSEE pour les produits et services divers « B » à partir de juillet 2004

## 5 – CONTROLE FINANCIER DU PROGRAMME

Le programme Hélios II est conduit dans le respect des réglementations en vigueur s'appliquant aux programmes d'armements français et sous le contrôle des organismes chargés de la vérification de leur application. L'intégralité des paiements du programme commun est contrôlée par l'ACSIA, organisme payeur de la Délégation Générale pour l'Armement sous l'autorité du ministère des Finances français, et le contrôle de la Cour des Comptes française. L'ACAH assure pour le compte du Participant hellénique le contrôle et le suivi financier de tous les règlements effectués à partir du compte ouvert à la Caisse des Dépôts et Consignations pour le financement de la part hellénique du programme. Elle tient le Participant hellénique informé de ce suivi, en particulier à l'occasion des réunions du CODIR.

## ANNEXE 3

## ECHEANCIER INITIAL PREVISIONNEL DE LA CONTRIBUTION HELLENIQUE

**Aux conditions économiques de janvier 2001, en millions d'Euro hors taxe (MEUR HT)**

| Année | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Fonds en MEUR HT CE01/01 | 18,07 | 18,07 | 17,37 | 2,59 | 56,10 |
| Fonds en MEUR HT CE01/05 | 20,89 | 20,89 | 20,09 | 3,00 | 64,87 |

* avec pour hypothèse CE01/01->01/05 = 1,1564

Cet échéancier inclut la provision. Celle-ci, comme indiqué au paragraphe 9.3, ne peut être utilisée que sur décision du comité directeur. Elle ne fait l'objet d'appels de fond qu'après une telle décision.

Le présent AC autorise l'ACAH à émettre l'appel de fonds du montant de la contribution hellénique pour l'année 2006. Cet appel de fonds est de 21,3 M€ courants.

## ANNEXE 4

## MODALITES D'ACCES AVANT LA MISE EN SERVICE OPERATIONNEL DU CPHH

La présente annexe fixe les modalités d'accès par la Grèce au système Hélios II dans l'attente de la mise en fonction du CPHH dans les deux domaines suivants :

- Modalités d'emploi opérationnel du système Hélios II ;
- Classification, chiffrement et liaison France-Grèce pour les produits image Hélios II.

Après la mise en service opérationnel du CPHH, les dispositions citées ci-dessous sont remplacées par celles de l'arrangement opérationnel signé par les Participants du Système et cité à l'article 7.2.3.

### 1 - MODALITES D'EMPLOI OPERATIONNEL DU SYSTEME HELIOS II

#### 1.1 – Généralités

Le système HELIOS est un système d'observation de la Terre et d'exploitation d'images recueillies par les satellites HELIOS II et transmises aux Centres Principaux Hélios (CPH) pour traitement et exploitation.

La France met en œuvre le Centre Principal Hélios Français, ci-après dénommé le « Centre militaire d'observation par satellites (CMOS) ».

Le commandement général du système au plan technique revient au chef du Centre militaire d'observation par satellites (CMOS), implanté sur la base aérienne 110 de Creil.

#### 1.2 – Principes de base

Les droits d'utilisation opérationnelle auxquels a accès le Participant hellénique sont prélevés sur les droits du Participant français.

L'accès du Participant hellénique au système Hélios II pendant la phase de réalisation du CPHH est réalisé dans les installations du CMOS. Le traitement et l'exploitation des images Hélios sont effectués par un détachement de liaison hellénique en France.

Le Détachement de Liaison est composé d'officiers et sous-officiers helléniques. Ce personnel dispose des qualifications professionnelles nécessaires. Il est habilité au niveau "Secret OTAN" et parle couramment la langue française. Des locaux opérationnels ainsi que des locaux de soutien lui sont réservés.

Le Détachement de liaison a également pour mission de:

- veiller sur les intérêts nationaux helléniques en cas de crise internationale ;

- assurer et améliorer la coordination opérationnelle, technique et logistique ;
- analyser et exposer au niveau système les problèmes qui ont eu lieu pendant le déroulement de la mission ;
- coordonner la livraison de supports et matériels classifiés entre les segments ;
- entretenir les liens avec tous les organismes techniques et opérationnels travaillant avec le système Hélios pour améliorer l'esprit de coopération et l'harmonie entre les pays Hélios ;
- faciliter et améliorer le dialogue international.

**1.3 – Règles de fonctionnement**

L'accès aux demandes de programmation est réalisé par un opérateur français.

Sur un an, le Participant hellénique a la possibilité de demander la production de 365 images Hélios II. La production des images se fait soit à partir d'une demande de programmation déposée, soit à partir d'une image d'archive.

Dans le cas où la programmation demandée par le Participant hellénique ne rentre pas en conflit avec la programmation française, le Participant français inscrit la demande hellénique sur sa programmation.

Dans le cas où la programmation demandée par le Participant hellénique rentre en conflit avec la programmation française, les Participants français et hellénique analysent la faisabilité d'une programmation commune ayant pour objectif de répondre aux deux besoins. Si cette faisabilité est acquise, le Participant français programme alors la demande commune. Dans le cas contraire, la demande hellénique n'est pas retenue.

Dans le cas où une programmation demandée par le Participant hellénique et hiérarchisée par le Participant français rentre en conflit avec une demande impérative hiérarchisée par l'un des autres Partenaires, la demande hellénique n'est pas retenue, sauf dans le cas d'une des procédures exceptionnelle ou urgente décrites ci-dessous. Les modalités précises de dialogue pour la résolution des conflits entre l'ensemble des Partenaires pourront être amendées dans le cadre du GOMH.

Dans le cas où la demande de programmation hellénique n'a pas été retenue, le Participant français propose, quand elle existe, au Participant hellénique une image d'archive nationale de la zone visée.

A titre exceptionnel et pour répondre au besoin impératif du Participant hellénique, le Participant hellénique dispose de la priorité de programmation sur la part française à cinq reprises au cours d'une année.

En cas de situation d'urgence, reconnue par tous les Participants ou menaçant la sécurité ou la souveraineté de l'un des Participants, l'ensemble des Participants s'engage à faire tous les efforts nécessaires à la réalisation d'une programmation commune concernant ce besoin urgent.

## 2 – CLASSIFICATION, CHIFFREMENT ET LIAISON CPHF-CPHH POUR LES PRODUITS IMAGE HELIOS II

### 2.1 – Classification des produits image HELIOS II

La classification des images Hélios, définies dans l'arrangement additionnel n°2 du 27 mai 2003 concernant la classification des produits image (AA n°2), est applicable pendant la phase visée par la présente annexe. Le Participant hellénique reconnaît avoir eu connaissance de ces dispositions et s'engage à les mettre en œuvre au titre du présent AC.

Selon la nature des informations qu'ils contiennent, les produits exploités Hélios peuvent être classifiés unilatéralement par le Participant hellénique à un niveau supérieur à ceux définis ci-dessus.

### 2.2 – Règles d'emploi

Le Participant hellénique dispose du système spatial selon ses besoins, dans la limite fixée par les modalités d'accès au système. Chaque Participant reste maître de l'exploitation des données numériques qu'il a acquises par le système.

Le Participant hellénique peut définir librement les zones qu'il souhaite observer dans le respect des intérêts des autres Participants.

Le Participant hellénique s'engage à ne pas fournir ou présenter à un Tiers de produits image classifiés Hélios II tel que défini dans le paragraphe 2.1 de l'AA n°2, sans accord écrit des autres Participants.

L'usage gouvernemental, dans un cadre strictement national, des produits images Hélios II « Diffusion Restreinte », tels que définis dans le paragraphe 2.1 de la présente annexe, ne nécessite pas l'accord écrit préalable des autres Participants.

Dans le cadre d'une opération ou d'un exercice militaire en coalition, le Participant hellénique peut présenter aux Tiers qui participent à cette coalition, sous son contrôle, sans cession et sans accord préalable des autres parties, les produits images Hélios II « Diffusion Restreinte », tels que définis dans le paragraphe 2.1 de la présente annexe, relatifs à la mission de la coalition.

En dehors des cas spécifiquement couverts par les paragraphes ci-dessus, le GOMH est chargé, dans le cadre de son mandat, de préciser les mesures de protection particulières à appliquer aux produits images Hélios II.

### 2.3 – Liaison France - Grèce

Pendant la phase couverte par la présente annexe, le Participant hellénique est responsable de la fourniture, de la maintenance de la liaison France – Grèce et des moyens de chiffrement associés.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑΣ

μεταξύ

ΤΟΥ ΥΠΟΥΡΓΟΥ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ
ΤΗΣ ΓΑΛΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΟΥ ΥΠΟΥΡΓΟΥ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ
ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΟΥ ΒΕΛΓΙΟΥ

ΤΟΥ ΥΠΟΥΡΓΟΥ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ
ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΙΣΠΑΝΙΑΣ

ΤΟΥ ΥΠΟΥΡΓΟΥ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ
ΤΗΣ ΙΤΑΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

και

ΤΟΥ ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΥ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

περί

ΤΗΣ ΣΥΜΜΕΤΟΧΗΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΣΤΗ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ ΓΑΛΛΙΑΣ, ΒΕΛΓΙΟΥ, ΙΣΠΑΝΙΑΣ, ΙΤΑΛΙΑΣ

ΓΙΑ ΤΟ ΣΥΣΤΗΜΑ ΠΑΡΑΤΗΡΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΓΗΣ ΑΠΟ ΤΟ ΔΙΑΣΤΗΜΑ

HELIOS II

ΠΙΝΑΚΑΣ ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΩΝ

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

Ο Υπουργός Εθνικής Αμύνης του Βασιλείου του Βελγίου, ο Υπουργός Εθνικής Αμύνης του Βασιλείου της Ισπανίας, ο Υπουργός Εθνικής Αμύνης της Ιταλικής Δημοκρατίας, ο Υπουργός Εθνικής Αμύνης της Ελληνικής Δημοκρατίας και ο Υπουργός Εθνικής Αμύνης της Γαλλικής Δημοκρατίας, αποκαλούμενοι εφ' εξής «οι Συμμετέχοντες»,

έχοντες υπ' όψη:

- τη συμφωνία συνεργασίας περί αναπτύξεως και υλοποιήσεως του συστήματος παρατηρήσεως της Γης από το διάστημα Hélios II μεταξύ του Υπουργού Εθνικής Αμύνης της Γαλλικής Δημοκρατίας και του Υπουργού Εθνικής Αμύνης του Βασιλείου του Βελγίου, η οποία υπεγράφη στις 13 Ιουλίου 2001,

- τη συμφωνία συνεργασίας περί συμμετοχής της Ισπανίας στη συνεργασία Γαλλίας, Βελγίου για το σύστημα παρατηρήσεως της Γης από το διάστημα Hélios II, η οποία υπεγράφη στις 5 Δεκεμβρίου 2001 μεταξύ του Υπουργού Εθνικής Αμύνης της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Υπουργού Εθνικής Αμύνης του Βασιλείου του Βελγίου, του Υπουργού Εθνικής Αμύνης του Βασιλείου της Ισπανίας,

- τη συμφωνία συνεργασίας περί συμμετοχής της Ιταλίας στη συνεργασία Γαλλίας, Βελγίου, Ισπανίας για το σύστημα παρατηρήσεως της Γης από το διάστημα Hélios II, η οποία υπεγράφη στις 15 Ιουνίου 2005 μεταξύ του Υπουργού Εθνικής Αμύνης της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Υπουργού Εθνικής Αμύνης του Βασιλείου του Βελγίου, του Υπουργού Εθνικής Αμύνης του Βασιλείου της Ισπανίας και του Υπουργού Εθνικής Αμύνης της Ιταλικής Δημοκρατίας,

λαμβάνοντες υπ' όψη την επιθυμία της Ελλάδος όπως συμμετέχει στο πρόγραμμα Hélios II

συμφωνούν τις ακόλουθες διατάξεις:

ΓΛΩΣΣΑΡΙΟ ΚΑΙ ΟΡΙΣΜΟΙ

Οι ακόλουθοι όροι χρησιμοποιούνται στην παρούσα Συμφωνία Συνεργασίας (AC) με τους ακόλουθους ορισμούς:

1- ACAH: Συμβαλλόμενη Διοικητική Υπηρεσία Hélios [Οργανισμός Συμβαλλομένων Μερών και Διοικήσεως], υπαγόμενη στη γαλλική πλευρά, η οποία είναι αρμόδια για την κοινοποίηση, τη διαχείριση και την καταγγελία των συμβάσεων, οι οποίες χρησιμεύουν στην εκτέλεση της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας.

2- AT: Τεχνική συμφωνία

3- Αμυντικές ανάγκες: Χρήση του συστήματος Hélios II από τις ένοπλες δυνάμεις Συμμετέχοντος ή για λογαριασμό αυτών, σε κάθε περιοχή του κόσμου. Δεν συμπεριλαμβάνονται οι πωλήσεις, οι εκχωρήσεις, οι ανταλλαγές και η διάθεση σε τρίτους.

4- Ανάγκες του προγράμματος: Χρήση του συστήματος Hélios II από Συμμετέχοντα, στο πλαίσιο των μεταξύ των Συμμετεχόντων συμφωνηθέντων επιχειρησιακών κανόνων χρήσεως. Δεν συμπεριλαμβάνονται οι πωλήσεις, οι εκχωρήσεις, οι ανταλλαγές και η διάθεση σε τρίτους.

5- CODIR: Διευθυντική Επιτροπή

6- CPHH: Ελληνικό βασικό κέντρο Hélios

7- CSH: Διαστημικό τμήμα Hélios II

8- CSU: Τμήμα έδαφος/χρήστες

9- Συμβαλλόμενος: Κάθε ενότητα στην οποία κοινοποιείται σύμβαση από την ACAH.

10- Υπο-συμβαλλόμενος: Κάθε ενότητα στην οποία κοινοποιείται σύμβαση στο πλαίσιο της εκτελέσεως της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας από Συμβαλλόμενο.

11- HELIOS II: Σύστημα δεύτερης γενιάς παρατηρήσεως της Γης από το διάστημα για αμυντικούς σκοπούς, με χρήση δορυφόρων παρατηρήσεως, με οπτικά μέσα στην περιοχή του ορατού φωτός και στην περιοχή του υπέρυθρου.

12- GOMH: Πολυμερής επιχειρησιακή ομάδα Hélios

13- Πληροφορίες τεχνικής φύσεως: Δεδομένα επιστημονικής ή τεχνικής φύσεως, οιασδήποτε μορφής, τα οποία καταγράφονται ή αποτυπώνονται, τα χαρακτηριστικά του εγγράφου ή το μέσο παρουσιάσεως. Είναι δυνατόν να πρόκειται, για παράδειγμα, για δεδομένα πειραμάτων και αποτελέσματα δοκιμών, προδιαγραφές, μοντέλα και μεθόδους σχεδιασμού, εφευρέσεις -ευρεσιτεχνίες προς κατοχύρωση ή μη, ανακαλύψεις, τεχνικές περιγραφές και άλλες εργασίες τεχνικής φύσεως, τοπογραφία, ημιαγώγιμα προϊόντα ή διατάξεις «μάσκας», τεχνικούς φακέλους και φακέλους κατασκευής, βιομηχανικά απόρρητα και τεχνογνωσία, ως και για πληροφορίες σχετικές προς τις βιομηχανικές τεχνικές. Δύνανται να παρουσιάζονται υπό μορφή εγγράφων, εικόνων, σχεδίων και άλλων γραφικών παραστάσεων, εγγραφών επί δίσκων ή αποτυπώσεων σε φιλμ (οπτικής, μαγνητικής αναγνώσεως ή με laser), λογισμικό προγραμματισμού όπως βάση δεδομένων, εξερχόμενων εκτυπώσεων του περιεχομένου μνημών υπολογιστή, ή δεδομένων αποθηκευμένων στη μνήμη υπολογιστή ή υπό οιαδήποτε άλλη μορφή.

14- Βασική Τεχνική Πληροφόρηση: Τεχνική πληροφόρηση αναγκαία για την εκτέλεση των εργασιών οι οποίες καλύπτονται από την παρούσα Συμφωνία Συνεργασίας, η οποία παράγεται και χρηματοδοτείται προ της ενάρξεως ή εκτός του πλαισίου της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας.

15- Παραγόμενη Τεχνική Πληροφόρηση: Τεχνική πληροφόρηση η οποία παράγεται από το έργο το οποίο επιτελείται στο πλαίσιο της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας.

16- Λογισμικά: Σύνολο των προγραμμάτων, μεθόδων, κανόνων και εγγράφων (και ειδικότερα των απαιτούμενων τεχνικών προδιαγραφών των λογισμικών συστατικών) σχετικών προς τη λειτουργία μιας ενότητας επεξεργασίας της πληροφορήσεως.

17- Προϊόν εικόνας: Πληροφόρηση η οποία παρέχεται από τα συστήματα παρατηρήσεως της Γης από το διάστημα και η οποία προορίζεται για τον επιχειρησιακό χρήστη και χαρακτηρίζει τον σκοπούμενο στόχο, όποιο και αν είναι το φυσικό μέσο.

18- Κύριος: Κάτοχος τίτλου κυριότητος επί των πληροφοριών ή ο διακάτοχος δικαιωμάτων τα οποία επιτρέπουν τον έλεγχο ή την έγκριση χρήσεως αυτών.

19- SPOT: Πολιτικό [μη στρατιωτικό] σύστημα παρατηρήσεως της Γης από το διάστημα, με χρήση δορυφόρων παρατηρήσεως, με οπτικά μέσα.

20- Τρίτοι: Κάθε φυσικό ή νομικό πρόσωπο το οποίο δεν είναι Συμμετέχων στην παρούσα Συμφωνία Συνεργασίας.

21- Χρήστης: Υπηρεσίες και οργανισμοί της δικαιοδοσίας των Συμμετεχόντων, που αναπτύσσουν για επιχειρησιακούς σκοπούς τις παραγόμενες από το σύστημα Helios II απεικονίσεις.

ΑΡΘΡΟ 1
ΑΝΤΙΚΕΙΜΕΝΟ ΤΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑΣ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑΣ

Η παρούσα Συμφωνία Συνεργασίας έχει ως αντικείμενο τον καθορισμό των διατάξεων βάσει των οποίων η Ελλάδα συμμετέχει στη συνεργασία Γαλλίας, Βελγίου, Ισπανίας, Ιταλίας για το πρόγραμμα HELIOS II, σε τεχνικό, οικονομικό, συμβατικό και διοικητικό επίπεδο.

Στόχος των Συμμετεχόντων είναι η από κοινού ορθή διεξαγωγή των δραστηριοτήτων αυτών κατά τον πλέον οικονομικό τρόπο, τηρουμένων των δεσμεύσεων οι οποίες καθορίζονται στην παρούσα Συμφωνία Συνεργασίας.

1.1 Το πρόγραμμα Hélios II χωρίζεται σε δύο τμήματα:

- το διαστημικό τμήμα Hélios II (CSH) το οποίο περιλαμβάνει: τους δορυφόρους, τις εκτοξεύσεις και το κέντρο για την τοποθέτηση και διατήρηση σε τροχιά του δορυφόρου,

- το τμήμα έδαφος/χρήστες (CSU) το οποίο περιλαμβάνει τα βασικά κέντρα, αρμόδια και για τις υπηρεσίες λήψεως των εικόνων.

1.2 Οι Συμμετέχοντες συμφωνούν να μελετούν από κοινού τις δυνάμενες να συνεπάγονται εξέλιξη / αναβάθμιση του προγράμματος Hélios II αναγκαίες τεχνικές και / ή επιχειρησιακές εξελίξεις, σε πεδία επιχειρησιακών επιδόσεων ή βελτιώσεων τεχνολογικής φύσεως.

Οι μελέτες και εφαρμογές αποτελούν επομένως αντικείμενο ιδιαιτέρων Τεχνικών Συμφωνιών μεταξύ των Συμμετεχόντων.

1.3 Οι δραστηριότητες επιχειρησιακής χρήσεως του συστήματος αποτελούν αντικείμενο επιχειρησιακού διακανονισμού μεταξύ των Συμμετεχόντων, που συνάπτεται στο πλαίσιο της παρούσας Συμφωνίας.

ΑΡΘΡΟ 2
ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΟ ΤΩΝ ΕΡΓΑΣΙΩΝ

2.1 Οι εργασίες περιλαμβάνουν:

- τις μελέτες και τα αποτελέσματα τα οποία επιτυγχάνονται κατά τη φάση σχεδιασμού του προγράμματος Hélios II,

- τις πραγματοποιηθείσες ή προς πραγματοποίηση εργασίες για τη φάση υλοποιήσεως του προγράμματος Hélios II.

2.2 Οι εργασίες του προγράμματος οι οποίες πραγματοποιήθηκαν προς όφελος της Ελληνικής Συμμετοχής υπ' ευθύνη της ACAH κατατάσσονται σε δύο κατηγορίες:

2.2.1 Οι εργασίες οι οποίες συνδέονται με τις «λειτουργίες του συστήματος» περιλαμβάνουν:

- τη μελέτη για τον σχεδιασμό και την ανάλυση του συστήματος,

- τις δραστηριότητες της γενικής αρχιτεκτονικής του συστήματος,

- τη σχεδίαση και την ανάπτυξη δύο μοντέλων πτήσεως του δορυφόρου Hélios II, καθώς και την κατασκευή μακετών και μέσων δοκιμής εδάφους,

- τη σχεδίαση και την ανάπτυξη του εξοπλισμού του κέντρου για τοποθέτηση και διατήρηση σε τροχιά του δορυφόρου, καθώς και τον σχηματισμό ομάδας πραγματογνωμόνων υπεύθυνης για την ποιότητα - ευκρίνεια της εικόνας,

- τις εκτοξεύσεις και τις δραστηριότητες επαναφοράς των δορυφόρων (συμπεριλαμβανομένης της μεταφοράς στον τόπο εκτοξεύσεως, των βάσεων εκτοξεύσεως),

- τις δοκιμές του συστήματος και το σχέδιο πτήσεως του συστήματος,

- τη σχεδίαση, κατασκευή και ανάπτυξη των λογισμικών [software] και την κατασκευή του υλικού το οποίο είναι απαραίτητο για τις λειτουργίες του τμήματος έδαφος/χρήστες,

- την αγορά υλικού για το τμήμα έδαφος/χρήστες, το οποίο θα εγκατασταθεί στο γαλλικό βασικό κέντρο Hélios (CPHF) και συνδέεται με τις κάτωθι λειτουργίες προς κοινό όφελος των Συμμετεχόντων:

- την επιτήρηση του συστήματος,

- την ποιότητα εικόνος,

- το κανάλι αποστολής του συστήματος (επεξεργασία του σχεδίου εργασιών των δορυφόρων),

- τη διατήρηση και συντήρηση των εγκαταστάσεων και εξοπλισμού που συνδέονται με τις λειτουργίες του συστήματος μέχρι της παραδόσεως αυτού στους χρήστες, συμπεριλαμβανομένης της αποθηκεύσεως του δορυφόρου Hélios II B, ενώ δεν συμπεριλαμβάνονται οι συνδέσεις του συστήματος, οι οποίες διατίθενται από του Συμμετέχοντες.

2.2.2 Οι εργασίες οι οποίες συνδέονται με τις «υπηρεσίες προς την ελληνική συμμετοχή» συμπεριλαμβάνουν:

- την ίδρυση του ελληνικού βασικού κέντρου Hélios (CPHH), με εξαίρεση τις υποδομές, συμφώνως προς τις ισχύουσες τεχνικές προδιαγραφές[1], οι βασικότερες εκ των οποίων είναι οι εξής:

- υπηρεσία υποβολής αιτήσεων προγραμματισμού

- υπηρεσία ιεραρχήσεως αιτήσεων και διεθνούς διαλόγου

- σύστημα λήψεως και αρχειοθετήσεως τηλεμετρήσεως της εικόνας

- σύστημα παραγωγής εικόνας

- συσκευές επεξεργασίας

- σύστημα επιτηρήσεως της γενικής λειτουργίας του συστήματος

- την παράδοση επιχειρησιακής τεκμηριώσεως

- τη μετάφραση στην Αγγλική γλώσσα της τεκμηριώσεως και των οθονών (με εξαίρεση τις παρεκκλίσεις οι οποίες θα ζητηθούν από τους Συμβαλλομένους και θα εγκριθούν από τη διεύθυνση προγράμματος)

- την αρχική εκπαίδευση των χρηστών, με εξαίρεση την ειδική εκπαίδευση των φωτοερμηνευτών

- τη συντήρηση του εξοπλισμού του CPHH [ελληνικού βασικού κέντρου Hélios] έως το τέλος του ελέγχου λειτουργίας που προβλέπεται

- ένα έτος εγγυήσεως από το τέλος του ελέγχου λειτουργίας που προβλέπεται

- τη λειτουργία των συνδέσεων οι οποίες θα ενώνουν το CPHH με το γαλλικό βασικό κέντρο μέχρι το τέλος του ελέγχου λειτουργίας που προβλέπεται.

1 N°D02-ST-DU2-35-CN/CD

ΑΡΘΡΟ 3
ΟΡΓΑΝΩΣΗ ΜΕΤΑΞΥ ΤΩΝ ΣΥΜΜΕΤΕΧΟΝΤΩΝ

3.1 Οι Συμμετέχοντες συστήνουν τη γαλλο-βελγο-ισπανο-ιταλο-ελληνική

Διευθυντική Επιτροπή (CODIR) του προγράμματος Hélios II. Η CODIR είναι αρμόδια να διευθύνει, να συντονίζει και να αξιολογεί κάθε δραστηριότητα στο πλαίσιο του προγράμματος.

3.2 Για τη διαχείριση του προγράμματος είναι αρμόδια η γαλλική πλευρά, συγκεκριμένα η Υπηρεσία Προγραμμάτων Παρατηρήσεως, Τηλεπικοινωνιών και Πληροφορίας (SPOTI) της Γενικής Διευθύνσεως Εξοπλισμών (DGA). Η SPOTI λειτουργεί ως Οργανισμός Συμβαλλομένων Μερών και Διοικήσεως Hélios, ο οποίος εφεξής αναφέρεται ως ACAH.

3.3 Η Διεύθυνση Προγράμματος, υπό την DGA, είναι αρμόδια για την ορθή λειτουργία του προγράμματος και την υλοποίηση των αποφάσεων της CODIR. Η Διεύθυνση Προγράμματος διαθέτει Γάλλο Διευθυντή Προγράμματος και περιλαμβάνει τεχνικό και διοικητικό προσωπικό. Η ελληνική πλευρά αποστέλλει στη Διεύθυνση Προγράμματος έναν εκπρόσωπο, ο ρόλος του οποίου προσδιορίζεται στο Παράρτημα 1.

3.4 Η ελληνική πλευρά ορίζει έναν επικεφαλής του προγράμματος, σε αντίστοιχη θέση με τον Διευθυντή Προγράμματος.

3.5 Ένας αξιωματικός του Γενικού Επιτελείου Εθνικής Αμύνης της Γαλλίας εκπροσωπεί τους χρήστες/Συμμετέχοντες στη Διεύθυνση Προγράμματος. Η ελληνική συμμετοχή ορίζει έναν αντίστοιχο αξιωματικό. Η επιχειρησιακή οργάνωση περιγράφεται λεπτομερώς σε σχετικό έγγραφο των γενικών επιτελείων κάθε κράτους.

3.6 Η αποστολή, η σύνθεση και η μορφή της CODIR, της ACAH και της τεχνικής ομάδος, παρατίθενται λεπτομερώς στο Παράρτημα 1 της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας (AC).

ΑΡΘΡΟ 4
ΣΥΜΒΑΤΙΚΗ ΟΡΓΑΝΩΣΗ

4.1 Οι συμβάσεις σε πρώτο στάδιο κοινοποιούνται από την ACAH στον κύριο του έργου, εξουσιοδοτημένο από το CSH, στον γενικό κατασκευαστή και στον ανάδοχο του έργου του CSU, οι οποίοι με τη σειρά τους κοινοποιούν τις συμβάσεις στους υπο-συμβαλλομένους τους.

4.2 Ο εκπρόσωπος της ελληνικής πλευράς στη διεύθυνση του προγράμματος είναι αρμόδιος για την ετοιμασία και κοινοποίηση των συμβάσεων οι οποίες αφορούν τις «υπηρεσίες προς την ελληνική συμμετοχή», όπως παρατίθενται λεπτομερώς στην παράγραφο 2.2.2.

4.3 Ο εκπρόσωπος της ελληνικής πλευράς στη διεύθυνση του προγράμματος ενημερώνεται λεπτομερώς για το κόστος σχετικά με την εκτόξευση του δορυφόρου Hélios II B.

ΑΡΘΡΟ 5
ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΚΗ ΟΡΓΑΝΩΣΗ

Το πρώτο στάδιο της βιομηχανικής και συμβατικής οργανώσεως, που υλοποιεί η γαλλική πλευρά, είναι το εξής:

- Η κυριότητα του έργου του διαστημικού τμήματος (CSH) δίδεται στο γαλλικό Εθνικό Κέντρο Διαστημικών Σπουδών (CNES). Το CNES είναι αρμόδιο επίσης για τη γενική αρχιτεκτονική του προγράμματος.

- Βιομηχανικός ανάδοχος του έργου του τμήματος έδαφος/χρήστες (CSU) είναι η EADS ASTRIUM.

ΑΡΘΡΟ 6
ΠΡΟΣΒΑΣΗ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΣΥΜΜΕΤΟΧΗΣ
ΣΤΟ ΣΥΣΤΗΜΑ HELIOS II

6.1 Η ελληνική συμμετοχή έχει πρόσβαση στο σύστημα Hélios II από την έναρξη ισχύος της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας.

6.2 Η επιχειρησιακή χρήση του συστήματος Hélios από την ελληνική πλευρά γίνεται σύμφωνα με διάφορους όρους και συνθήκες, αναλόγως της περιόδου που εξετάζεται:

6.2.1 Πριν από την έναρξη της λειτουργίας του CPHH:

Η Γαλλική συμμετοχή παραχωρεί στην Ελληνική το δικαίωμα προσβάσεως στο σύστημα Hélios II μέσω του Γαλλικού Βασικού Κέντρου.

Τα δικαιώματα χρήσεως του/των εν τροχιά δορυφόρων κατά την παρούσα περίοδο είναι τα εξής:

Γαλλία: 92,5 %
Βέλγιο: 2,5%
Ισπανία: 2,5%
Ιταλία: 2,5%

Οι όροι και συνθήκες της πρόσβασης της Ελληνικής συμμετοχής στο Σύστημα Hélios II πριν από την έναρξη λειτουργίας του Ελληνικού Βασικού Κέντρου (CPHH) καθορίζονται στο Παράρτημα 4.

6.2.2 Από της ενάρξεως της λειτουργίας του Ελληνικού Βασικού Κέντρου (CPHH):

Η Ελληνική συμμετοχή έχει απευθείας πρόσβαση στο σύστημα μέσω του εθνικού της κέντρου.

Τα δικαιώματα επιχειρησιακής χρήσεως του/των εν τροχιά δορυφόρων είναι τα ακόλουθα:

Γαλλία: 90,0 %
Βέλγιο: 2,5%
Ισπανία: 2,5 %
Ιταλία: 2,5%
Ελλάδα: 2,5%

6.3 Η έναρξη της επιχειρησιακής λειτουργίας του Ελληνικού Βασικού Κέντρου (CPHH) προβλέπεται στα τέλη του 2008.

ΑΡΘΡΟ 7
ΚΑΝΟΝΕΣ ΕΠΙΧΕΙΡΗΣΙΑΚΗΣ ΧΡΗΣΕΩΣ

Οι κανόνες της επιχειρησιακής χρήσεως του συστήματος Hélios από την ελληνική πλευρά ορίζονται σύμφωνα με τις περιστάσεις κατά την περίοδο που εξετάζεται:

7.1 Πριν από την έναρξη της επιχειρησιακής λειτουργίας του CPHH, εφαρμόζονται οι κανόνες του Παραρτήματος 4.

7.2 Από της ενάρξεως της επιχειρησιακής λειτουργίας του CPHH, εφαρμόζονται οι εξής κανόνες:

7.2.1 Βάσει των οριζομένων στο άρθρο 6 δικαιωμάτων, κάθε Συμμετέχων διαθέτει ένα διαστημικό σύστημα, ανάλογα με τις ανάγκες του, στα πλαίσια του δικαιώματος του για αξιοποίηση, άνευ περιορισμών, γεωγραφικών ή θεματικών.

7.2.2 Κάθε Συμμετέχων παραμένει μόνιμος δικαιούχος όσον αφορά την αξιοποίηση των αριθμητικών δεδομέ-

νων τα οποία έχει λάβει από το σύστημα, σεβόμενος πάντα τα συμφέροντα των λοιπών Συμμετεχόντων. Κάθε Συμμετέχων δύναται να καθορίσει ελεύθερα τις γεωγραφικές περιοχές τις οποίες επιθυμεί να παρατηρεί.

7.2.3 Οι κανόνες οι οποίοι διέπουν την επιχειρησιακή χρήση του συστήματος, αναφέρονται στον επιχειρησιακό διακανονισμό κατανομής των επιχειρησιακών δυνατοτήτων του συστήματος HELIOS II, ο οποίος υπεγράφη από τους Συμμετέχοντες στο σύστημα.

7.2.4 Τα προϊόντα-εικόνες και τα παρελκόμενά τους ταξινομούνται σύμφωνα με ένα σύστημα διαβαθμίσεως, προϊόν ανά προϊόν, το οποίο καθορίζεται στον επιχειρησιακό διακανονισμό, όπως περιγράφεται στην παράγραφο 7.2.3.

7.2.5 Το σύστημα έχει κατασκευασθεί και οργανωθεί με τέτοιο τρόπο ώστε να επιτρέπει την κρυπτογράφηση των δεδομένων που λαμβάνονται και εγγυάται για κάθε Συμμετέχοντα τον εμπιστευτικό χαρακτήρα των πληροφοριών. Η επιλογή, οι κανόνες διαχειρίσεως και η λειτουργία συστημάτων κρυπτογραφήσεως των επικοινωνιών ανάμεσα στους δορυφόρους και στους σταθμούς εδάφους αποτελούν αντικείμενο συγκεκριμένου επιχειρησιακού διακανονισμού, κατόπιν συμφωνίας με τις εθνικές αρχές ασφαλείας των Συμμετεχόντων.

7.2.6 Οι συμμετέχοντες, για ειδικούς λόγους, συμφωνούν να παρακολουθούν τις διαδικασίες υποβιβασμού των εικόνων/προϊόντων, ώστε να τους αποδώσουν μικρότερη διαβάθμιση και, στο μέτρο που αυτό είναι δυνατόν, να τις αποδιαβαθμίσουν.

7.2.7 Στην περίπτωση κατά την οποία Συμμετέχων θα σχεδίαζε την άμεση πρόσβαση τρίτου στο σύστημα Hélios II με τη χρήση του τμήματος εδάφους αυτού, θα πρέπει να συναφθεί ειδική τεχνική συμφωνία (AT) μεταξύ των Συμμετεχόντων πριν από την εν λόγω πρόσβαση. Ωστόσο, ο εν λόγω τρίτος δεν θεωρείται Συμμετέχων στην παρούσα Συμφωνία Συνεργασίας (AC).

7.3 Οι αποφάσεις περί παύσεως αξιοποιήσεως ή επιτηρήσεως του/των δορυφόρων λαμβάνονται από τη Διευθυντική Επιτροπή, λαμβανομένου υπόψη του συμφέροντος των Συμμετεχόντων.

## ΑΡΘΡΟ 8
## ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ ΠΕΡΙ ΕΚΤΟΞΕΥΣΕΩΣ ΤΟΥ ΔΟΡΥΦΟΡΟΥ HELIOS II B

8.1 Η εκτόξευση του δορυφόρου Hélios II B προβλέπεται για τον Μάρτιο 2009.

8.2 Η ανωτέρω ημερομηνία εκτοξεύσεως δύναται να μεταβληθεί από τη Διευθυντική Επιτροπή (CODIR) κατόπιν συνεννοήσεως με τους Συμμετέχοντες, με σεβασμό στις απαιτήσεις τους και προκειμένου να λειτουργήσει η υπηρεσία τροχιάς.

8.3 Η Διευθυντική Επιτροπή (CODIR) αποφασίζει πριν από την εκτόξευση και στο πλαίσιο των διατάξεων της παραγράφου 9.3 να προσυπογράψει ασφάλεια ή όχι μία ασφάλεια για την κάλυψη των κινδύνων της εκτοξεύσεως. Σε περίπτωση που αποφασισθεί η υπογραφή της ασφαλείας, το ποσό του ασφαλίστρων καλύπτεται από τους Συμμετέχοντες κατ' αναλογία προς τα δικαιώματα χρήσεως αυτών, όπως ορίζει η παράγραφος 6.2.2. Τα δικαιώματα των Συμμετεχόντων σε ενδεχόμενη αποζημίωση υπολογίζονται βάσει του αυτού κανόνα.

## ΑΡΘΡΟ 9
## ΔΑΠΑΝΕΣ, ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΗΣΕΙΣ ΚΑΙ ΛΟΓΙΣΤΙΚΕΣ ΕΓΓΡΑΦΕΣ

9.1 Τα στοιχεία κόστους τα οποία λαμβάνονται υπ' όψη κατά τον υπολογισμό της οικονομικής συμμετοχής της ελληνικής πλευράς, αντιστοιχούν στις εργασίες και παροχές οι οποίες ανατίθενται στους Συμβαλλομένους για την υλοποίηση των έργων τα οποία αναφέρονται στην παράγραφο 2.2 της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας (AC).

9.2 Οι δαπάνες οι σχετικές προς την επιχειρησιακή χρησιμοποίηση του συστήματος δεν συνυπολογίζονται στην οικονομική συμμετοχή της ελληνικής πλευράς, όπως περιγράφεται στην παρούσα Συμφωνία Συνεργασίας (AC). Αναφέρονται στις πρόσθετες συμφωνίες οι οποίες προβλέπονται στην παράγραφο 1.3.

9.3 Η οικονομική συμμετοχή της ελληνικής πλευράς στο πρόγραμμα Helios II, σε εκατομμύρια Ευρώ μη συμπεριλαμβανομένων των τελών / προ φόρων (MEUR HT) είναι η ακόλουθη:

| | MEUR HT CE 01/01 | MEUR HT CE 01/05 |
|---|---|---|
| «Υπηρεσίες του συστήματος» πλην εκτοξεύσεως Helios IIB | 28,84 | 33,35 |
| «Υπηρεσίες του συστήματος» σκέλος εκτοξεύσεως Hélios IIB | 3,67 | 4,24 |
| «Λειτουργίες ελληνικής πλευράς» | 21,00 | 24,28 |
| Προκαταβολή | 2,59 | 3,00 |
| ΣΥΝΟΛΟ | 56,10 | 64,87 |

* εφόσον CE01/01->01/05=1,1564

Η οικονομική συμμετοχή της ελληνικής πλευράς στο κόστος υπηρεσιών του «συστήματος» πλην εκτοξεύσεως HUB, ήτοι 28,84 εκατομμύρια Ευρώ ΕΚ (MEUR CE) 01/01, βασίζεται στο συνολικό κόστος των υπηρεσιών του συστήματος και επιτρέπει την πρόσβαση της ελληνικής πλευράς στο σύστημα Hélios II κατά τις δύο φάσεις οι οποίες αναφέρονται στο άρθρο 6 (πριν και μετά την έναρξη λειτουργίας του CPHH). Καταβάλλεται εφάπαξ, μη συμπεριλαμβανομένου μείζονος κινδύνου. Η Διευθυντική Επιτροπή (CODIR) δύναται να αποφασίζει τη χρησιμοποίηση ολοκλήρου της προκαταβολής ή μέρους αυτής για την κάλυψη αυξήσεως κόστους, ιδία δε στις ακόλουθες περιπτώσεις:

- μείζον κίνδυνος (κατόπιν χαρακτηρισμού του κινδύνου από τη Διευθυντική Επιτροπή (CODIR)), όπως μείωση ή βαθμιαία ελάττωση των επιδόσεων του δορυφόρου υπ' αριθ. 1 σε τροχιά,
- απόφαση περί ασφαλιστικής καλύψεως της εκτοξεύσεως του Hélios II B (§8.3).

Λαμβανομένης υπ' όψη της προόδου του προγράμματος, η οικονομική συμμετοχή της ελληνικής πλευράς στο κόστος των υπηρεσιών του «συστήματος» χρησιμοποιείται εξολοκλήρου στο πλαίσιο συμβατικών πράξεων τις οποίες συνάπτει η SPOTI για γαλλικές δραστηριότητες σχετικές προς το πρόγραμμα Hélios.

Η οικονομική συμμετοχή της ελληνικής πλευράς στο κόστος της εκτοξεύσεως του Hélios II B, ήτοι 3,67 εκατομμύρια Ευρώ ΕΚ (MEUR CE) 01/01, βασίζεται σε συνολικό κόστος 146,6 εκατομμυρίων Ευρώ ΕΚ (MEUR CE) 01/01 για την εκτόξευση του Hélios II B, συμπεριλαμβανομένης της επιχειρήσεως εκτοξεύσεως. Η εν λόγω οικονομική συμμετοχή υπόκειται, εντός του ορίου του ποσού της προκαταβολής, σε αναθεώρηση προς τα άνω ή προς τα κάτω προκειμένου να εκπροσωπεί ακριβώς 2,5% του βεβαιωμένου οριστικού κόστους.

Η οικονομική συμμετοχή της ελληνικής πλευράς στο κόστος των «λειτουργιών ελληνικής πλευράς», ήτοι 21 εκατομμύρια Ευρώ ΕΚ (MEUR CE) 01/01, υπολογίζεται κατ' εκτίμηση και κατ' αναλογία προς τις ήδη πραγματοποιηθείσες εργασίες της αυτής φύσεως. Οι πραγματικές ανάγκες χρηματοδοτήσεως υπολογίζονται, όπως ορίζεται στην παράγραφο 4.2, σε συνεννόηση με τον εκπρόσωπο της ελληνικής πλευράς. Η CODIR δύναται να αποφασίζει τη χρησιμοποίηση ολοκλήρου της προκαταβολής ή μέρους αυτής για την κάλυψη της τυχόν θετικής διαφοράς ανάμεσα στο κατ' εκτίμηση υπολογιζόμενο κόστος και στο βεβαιωμένο κόστος.

Η προκαταβολή προορίζεται να καλύψει αφ' ενός την οικονομική συμμετοχή της ελληνικής πλευράς στην τυχόν αύξηση του κόστους των «υπηρεσιών του συστήματος» και αφ' ετέρου να ανταποκριθεί στις ανάγκες της ελληνικής πλευράς όσον αφορά τις «λειτουργίες» της, οι οποίες υπερβαίνουν την εκτίμηση του ανωτέρω πίνακα. Η διάθεση αυτή του ποσού εγκρίνεται από τη CODIR. Για την περίπτωση κατά την οποία το ποσό της προκαταβολής το οποίο ορίζεται στον ανωτέρω πίνακα, αποδεικνύεται ανεπαρκές, συνάπτεται μεταξύ των Συμμετεχόντων τροποποιητική της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας (AC) πράξη.

9.4 Τα στοιχεία δαπανών τα οποία δεν περιλαμβάνονται στην οικονομική συμμετοχή της ελληνικής πλευράς είναι:

- οι υποδομές του εθνικού τομέα της ελληνικής πλευράς,
- τα έξοδα προσωπικού (συμπεριλαμβανομένων των δαπανών αποστολής) το οποίο διασφαλίζει την παρακολούθηση του προγράμματος στην Ελλάδα ή, με απόσπαση, στη Γαλλία.

9.5 Οι διατάξεις οι σχετικές προς τις διαδικασίες χρηματοδοτήσεως, τις προσκλήσεις για καταβολή κεφαλαίου, τους κανόνες υπολογισμού του ποσού της οικονομικής συμμετοχής της ελληνικής πλευράς, τα οικονομικά δεδομένα και τον οικονομικό έλεγχο του προγράμματος, περιέχονται στο Παράρτημα 2.

9.6 Οι αρχικώς προβλεπόμενες ημερομηνίες καταβολής της ελληνικής οικονομικής συμμετοχής αναγράφονται στο Παράρτημα 3.

## ΑΡΘΡΟ 10
## ΚΟΙΝΟΠΟΙΗΣΗ ΚΑΙ ΧΡΗΣΗ ΤΩΝ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ ΤΕΧΝΙΚΗΣ ΦΥΣΕΩΣ

10.1 Όλες οι πληροφορίες τεχνικής φύσεως οι οποίες αποτελούν αντικείμενο δικαιώματος κυριότητος και χαρακτηρίζονται ως τέτοιες, επισημαίνονται καταλλήλως και αποτελούν αντικείμενο επεξεργασίας υπό τις προϋποθέσεις οι οποίες ορίζονται από την υπογραφείσα στις 19 Οκτωβρίου 1970 στις Βρυξέλλες Συμφωνία ΝΑΤΟ περί της κοινοποιήσεως, για αμυντικούς σκοπούς, πληροφοριών τεχνικής φύσεως, και στις περί εφαρμογής της οδηγίες, τις οποίες ενέκρινε το Βορειοατλαντικό Συμβούλιο την 1η Ιανουαρίου 1971.

Οι συμβατικές πράξεις, οι οποίες κοινοποιούνται από την ACAH στους Συμβαλλομένους, περιλαμβάνουν διατάξεις οι οποίες επιτρέπουν στους Συμμετέχοντες να ασκούν τα οριζόμενα στις κάτωθι παραγράφους δικαιώματα.

10.2 Οι πληροφορίες τεχνικής φύσεως κοινοποιούνται εφόσον πρέπει να γίνουν γνωστές. Δεν δύνανται να χρησιμοποιούνται ή να αποκαλύπτονται σε τρίτους, άνευ της προηγουμένης γραπτής συγκαταθέσεως του κυρίου της πληροφορίας. Οι πληροφορίες αυτές δεν δύνανται να χρησιμοποιούνται για σκοπούς άλλους από εκείνους οι οποίοι καθορίζονται στην παρούσα Συμφωνία Συνεργασίας (AC).

10.3 Βασικές πληροφορίες τεχνικής φύσεως

- Υπό την επιφύλαξη του δικαιώματος τρίτων, η γαλλική πλευρά κοινοποιεί στην ελληνική πλευρά τις βασικές πληροφορίες τεχνικής φύσεως, τις οποίες έχει στη διάθεση της, αποκλειστικώς για τις ανάγκες του προγράμματος Hélios II.
- Η ελληνική πλευρά χρησιμοποιεί τις βασικές πληροφορίες τεχνικής φύσεως, οι οποίες κοινοποιούνται από τη γαλλική πλευρά, αποκλειστικώς για τις ανάγκες του προγράμματος Hélios II.

10.4 Παραγόμενες πληροφορίες τεχνικής φύσεως

10.4.1 Παραγόμενες πληροφορίες τεχνικής φύσεως στο πλαίσιο των δραστηριοτήτων «υπηρεσίες του συστήματος»:

- Η ελληνική πλευρά έχει το δικαίωμα να αναπαράγει, να χρησιμοποιεί, η ίδια ή μέσω τρίτου, δωρεάν, τις εν λόγω παραγόμενες πληροφορίες τεχνικής φύσεως, αποκλειστικώς για τις ανάγκες του προγράμματος Hélios II.
- Κάθε άλλη χρήση αποτελεί αντικείμενο διαπραγματεύσεως από τη διεύθυνση του προγράμματος υπό δικαίους και εύλογους όρους, λαμβανομένων υπ' όψη των κεκτημένων δικαιωμάτων επιχειρησιακής χρησιμοποιήσεως κάθε Συμμετέχοντος, όπως αναφέρονται στην παράγραφο 6.2.2.

10.4.2 Παραγόμενες πληροφορίες τεχνικής φύσεως στο πλαίσιο των δραστηριοτήτων «ελληνικές εθνικές λειτουργίες»:

Η ελληνική πλευρά έχει το δικαίωμα να αναπαράγει, να χρησιμοποιεί, η ίδια ή μέσω τρίτου, δωρεάν, για τις αμυντικές ανάγκες της, τις εν λόγω παραγόμενες πληροφορίες τεχνικής φύσεως.

## ΑΡΘΡΟ 11
## ΚΥΡΙΟΤΗΤΑ ΤΩΝ ΑΓΑΘΩΝ

11.1 Υπό την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 10, η ελληνική πλευρά είναι κυρία των αγαθών τα οποία παράγονται ή αγοράζονται στο πλαίσιο της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας (AC), αναλόγως των δικαιωμάτων της επιχειρησιακής χρήσεως, τα οποία καθορίζονται στην παράγραφο 6.2.2:

- στο σύνολο τους για τα ειδικά μέσα του προγράμματος HELIOS II,
- για το μέρος που χρηματοδοτείται από το πρόγραμμα HELIOS II για τα κοινά με το πρόγραμμα SPOT 5 μέσα.

11.2 Οι Συμμετέχοντες είναι κύριοι των αγαθών τα οποία παράγονται ή αγοράζονται, στο πλαίσιο των εργασιών του τμήματος έδαφος/χρήστες, και τα οποία εγκαθίστανται στην αντίστοιχη επικράτεια τους.

11.3 Η ελληνική πλευρά διαθέτει επί των αγαθών τα οποία παράγονται ή αγοράζονται στο πλαίσιο της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας (AC) δικαιώματα χρησιμοποιήσεως παρόμοια με τα ιδιοκτησιακά δικαιώματα τα οποία αναφέρονται επακριβώς στις παραγράφους 11.1 και 11.2 ανωτέρω. Επίσης, οι κανόνες επιχειρησιακής χρήσεως του συστήματος, οι οποίοι ορίζονται στον επιχειρησιακό διακανονισμό του συστήματος HELIOS II, όπως προβλέπεται στην παράγραφο 7.2.3, υπερισχύουν των δικαιωμάτων χρήσεως των αγαθών, τα οποία αναφέρονται στο παρόν άρθρο.

11.4 Στην περίπτωση κατά την οποία εγκαταστάσεις και εξοπλισμός δεν είναι πλέον αναγκαία για την εκτέλεση του προγράμματος, η CODIR, προτάσει της ACAH, αποφασίζει περί της τύχης αυτών.

ΑΡΘΡΟ 12
ΤΕΛΗ, ΔΑΣΜΟΙ ΚΑΙ ΣΥΝΑΦΕΙΣ ΕΠΙΒΑΡΥΝΣΕΙΣ

12.1 Στο μέτρο που οι ισχύοντες νόμοι και κανονισμοί τους το επιτρέπουν και εντός των ορίων των αρμοδιοτήτων τους, οι Συμμετέχοντες καταβάλλουν προσπάθειες προκειμένου να μη εφαρμόζονται, για την υλοποίηση του προγράμματος το οποίο αποτελεί αντικείμενο της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας (AC), ούτε τα υποκείμενα σε άμεση διακρίβωση τέλη, ούτε ανάλογοι δασμοί και έξοδα ή ποσοτικοί περιορισμοί επί των εισαγωγών και εξαγωγών. Έχουν εφαρμογή επί της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας (AC) ο» φορολογικές διατάξεις οι οποίες περιέχονται στην έκτη ευρωπαϊκή οδηγία υπ' αριθ. 77/388 ΕΟΚ από 17 Μαΐου 1977.

Στο μέτρο που πρόκειται για ενδοκοινοτική απόκτηση, ο τυχόν φόρος προστιθέμενης αξίας εκκαθαρίζεται συμφώνως προς τις εφαρμοστέες στην επικράτεια του ενδιαφερομένου Συμμετέχοντος φορολογικές διατάξεις.

12.2 Οι Συμμετέχοντες βεβαιώνονται ότι κανένα υποκείμενο σε διακρίβωση τέλος, δικαίωμα και / ή άλλες συναφείς επιβαρύνσεις, η απαλλαγή από τα οποία είναι δυνατή, όπως αναφέρεται ανωτέρω, δεν συνυπολογίζονται στην τιμή της πληροφορήσεως ή του εξοπλισμού που παράγονται για το πρόγραμμα.

12.3 Οι Συμμετέχοντες οφείλουν να εφαρμόζουν όλα τα τέλη, δικαιώματα και λοιπές συναφείς επιβαρύνσεις κατά τον πλέον ευνοϊκό για την ικανοποιητική εκτέλεση των διατάξεων της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας (AC) τρόπο και συμφώνως προς τις διατάξεις των ανωτέρω παραγράφων 12.1 και 12.2.

12.4 Κάθε Συμμετέχων αναλαμβάνει την ευθύνη της εισπράξεως των δασμών και εξομοιουμένων προς αυτούς τελών, υπέρ του προϋπολογισμού της Ευρωπαϊκής Ενώσεως, επί του τμήματος των συστατικών στοιχείων ή των μηχανημάτων / εξοπλισμού που προέρχονται από Κράτη μη μέλη της Ευρωπαϊκής Ενώσεως και χρησιμεύουν στην κατασκευή των μηχανημάτων / εξοπλισμού, των οποίων αποκτά την κυριότητα.

Προς τούτο, τα μηχανήματα / εξοπλισμός και συστατικά στοιχεία των μηχανημάτων / εξοπλισμού τα οποία παραδίδονται για την παρούσα Συμφωνία Συνεργασίας, κυκλοφορούν μέχρι του τελικού προορισμού τους συνοδευόμενα από τα τελωνειακά έγγραφα τα οποία επιτρέπουν αυτή την ενδεχόμενη είσπραξη.

12.5 Ο γαλλικός, βελγικός, ισπανικός, ιταλικός και ελληνικός φόρος προστιθέμενης αξίας δεν συνυπολογίζονται κατά τον υπολογισμό των οικονομικών συμμετοχών. Κάθε τέλος, δικαίωμα ή άλλη συναφής επιβάρυνση, που ήθελε εφαρμοσθεί σε πραγματοποιούμενη για τους σκοπούς της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας (AC) παροχή από Συμμετέχοντα μετά από την εφαρμογή των διατάξεων των παραγράφων 12.1-12.3, θα βάρυνε τους Συμμετέχοντες κατ' αναλογία των δικαιωμάτων επιχειρησιακής χρήσεως, τα οποία ορίζονται στην παράγραφο 6.2.2 για τις «υπηρεσίες του συστήματος» και εξολοκλήρου την ελληνική πλευρά για τις «ελληνικές εθνικές υπηρεσίες». Θα αποτελούσε τότε αντικείμενο προσκλήσεων για καταβολή επιπλέον κεφαλαίων.

ΑΡΘΡΟ 13
ΕΥΘΥΝΕΣ

13.1 Κάθε Συμμετέχων αναλαμβάνει ο ίδιος την αποκατάσταση των απωλειών οι οποίες προκλήθηκαν σε μέλη του πολιτικού ή στρατιωτικού προσωπικού του ή την επισκευή της περιουσίας του από ζημίες οι οποίες προκλήθηκαν από το προσωπικό ή υπαλλήλους συνεταίρων του, στα πλαίσια της ισχύος της παρούσης συμφωνίας. Εάν, ωστόσο, οι προρρηθείσες ζημίες προκλήθηκαν από σοβαρό ή εκ προθέσεως σφάλμα Συμμετέχοντος, ή μέλους του προσωπικού του, ο εν λόγω Συμμετέχων είναι υποχρεωμένος να πληρώσει μόνος του το κόστος της αποκαταστάσεως.

13.2 Οι αιτήσεις προς αποκατάσταση, τις οποίες υποβάλλει τρίτος σε περίπτωση ζημίας οιασδήποτε φύσεως, η οποία προκλήθηκε από κάποιο μέλος ή υπάλληλο του προσωπικού κάποιου από τους Συμμετέχοντες, παραλαμβάνονται από τον Συμμετέχοντα, στο έδαφος του οποίου έχει προκληθεί η ζημία. Για βλάβη η οποία σχετίζεται με τη δραστηριότητα του συστήματος, τα κόστη αποκαταστάσεως καταβάλλονται από τους Συμμετέχοντες κατ' αναλογία προς τα δικαιώματα χρήσεως, όπως ορίζει η παράγραφος 6.2.2. Για βλάβη η οποία σχετίζεται με εθνική δραστηριότητα ενός Συμμετέχοντος, αυτός φέρει την αποκλειστική ευθύνη και καταβάλλει μόνος του το κόστος αποκαταστάσεως.

Εάν, μολαταύτα, οι βλάβες προκλήθηκαν από σοβαρό ή εκ προθέσεως σφάλμα ενός μέλους του προσωπικού ή υπαλλήλου ενός από τους Συμμετέχοντες, ο τελευταίος καταβάλλει μόνος του το κόστος αποκαταστάσεως.

13.3 Σε περίπτωση βλάβης στην κοινή ιδιοκτησία των Συμμετεχόντων, ή που προκλήθηκε από την ίδια, εάν το κόστος αποκαταστάσεως δεν δύναται να καλυφθεί από τρίτο, τα έξοδα αποκαταστάσεως κατανέμονται στους Συμμετέχοντες κατ' αναλογία προς τα δικαιώματα χρήσεως αυτών, όπως ορίζει η παράγραφος 6.2.2.

13.4 Ο» περί αποκαταστάσεως αιτήσεις τις οποίες συνεπάγεται σύμβαση ανατιθέμενη στο πλαίσιο της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας (AC), ρυθμίζονται υπό τις αναφερόμενες στην εν λόγω σύμβαση προϋποθέσεις.

ΑΡΘΡΟ 14
ΕΠΙΣΚΕΨΕΙΣ, ΑΣΦΑΛΕΙΑ ΚΑΙ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ
ΤΩΝ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ

14.1 Οι ανταλλαγές απορρήτων πληροφοριών μεταξύ των συμμετεχόντων γίνονται στο πλαίσιο των συμφωνιών ασφαλείας οι οποίες συνάπτονται αντιστοίχως μετα-

ξύ των ενδιαφερομένων συμμετεχόντων. Εάν απαιτείται η ηλεκτρονική διαβίβαση διαβαθμισμένων πληροφοριών μεταξύ των Συμμετεχόντων, θα πρέπει οι ανταλλαγές αυτές να πραγματοποιούνται υπό την κάλυψη συμφωνιών μεταξύ των εθνικών αρχών ασφαλείας.

14.2 Οι πληροφορίες και τα διαβαθμισμένα έγγραφα διαβιβάζονται μόνο δια των εγκεκριμένων από τις οριζόμενες από τους Συμμετέχοντες Αρχές Ασφαλείας οδών, συμπεριλαμβανομένου του έχοντα τη βιομηχανική κυριότητα για τις επείγουσες περιπτώσεις. Στην τελευταία περίπτωση, έχουν εφαρμογή οι διατάξεις οι οποίες συμφωνήθηκαν στο πλαίσιο του Παραρτήματος 2 της διακηρύξεως της 12ης Μαΐου 1988, η οποία υπεγράφη μεταξύ άλλων από τους Συμμετέχοντες και αφορά τη μεταφορά απορρήτων εγγράφων με κομιστή. Δέον όπως σημειώνονται επί των εν λόγω πληροφοριών και εγγράφων η διαβάθμιση ως προς τον βαθμό απορρήτου και το Κράτος προελεύσεως.

14.3 Κάθε Συμμετέχων βεβαιώνεται ότι ο παραλήπτης δεν αποκαλύπτει απόρρητες πληροφορίες σε τρίτους, άνευ της εγγράφου αδείας του Συμμετέχοντος αποστολέα, και δεν χρησιμοποιεί τις απόρρητες πληροφορίες για σκοπούς άλλους από εκείνους οι οποίοι καθορίζονται στην παρούσα Συμφωνία Συνεργασίας (AC).

14.4 Οι Συμμετέχοντες διεξάγουν έρευνα εάν περιέλθει σε γνώση τους ή υποψιασθούν ότι απόρρητες πληροφορίες, τις οποίες κατείχαν, απωλέσθησαν ή αποκαλύφθηκαν σε μη εξουσιοδοτημένα πρόσωπα. Οι Συμμετέχοντες αυτοί ενημερώνουν ταχέως και πλήρως τον αποστολέα των πληροφοριών αυτών σχετικώς προς τις συνθήκες της διαρροής, τα πορίσματα της έρευνας και τα ληφθέντα προς αποφυγή επαναλήψεως του φαινομένου αυτού μέτρα.

14.5 Όλα τα μέλη προσωπικού - επισκέπτες οφείλουν να τηρούν τους κανονισμούς ασφαλείας του φιλοξενούντος Συμμετέχοντος. Δέον όπως όλες οι πληροφορίες οι οποίες αποκαλύπτονται ή παρέχονται στους επισκέπτες, αποτελούν αντικείμενο επεξεργασίας ως να παρέχονταν στον Συμμετέχοντα ο οποίος αποστέλλει τα μέλη του προσωπικού - επισκέπτες.

14.6 Εάν υπήκοος του Κράτους Συμμετέχοντος δύναται να επισκέπτεται εγκαταστάσεις στην επικράτεια του Κράτους άλλου Συμμετέχοντος, δέον όπως τα περί επισκέψεως αιτήματα ακολουθούν τη συνήθη οδό, και πρέπει να είναι σύμφωνα προς τις διαδικασίες επισκέψεων του φιλοξενούντος Συμμετέχοντος. Δέον όπως στις περί επισκέψεων αιτήσεις αναγράφεται η ονομασία του προγράμματος. Έχουν εφαρμογή οι διατάξεις οι οποίες συμφωνήθηκαν στο πλαίσιο του Παραρτήματος 2 της διακηρύξεως της 12ης Μαΐου 1988, η οποία αναφέρεται στην παράγραφο 14.2.

14.7 Κατάλογοι υπηκόων του Κράτους Συμμετέχοντος, οι οποίοι πρέπει να επισκέπτονται τακτικά τις εγκαταστάσεις στην επικράτεια άλλου Συμμετέχοντος, διαβιβάζονται δια των επισήμων οδών συμφώνως προς τις πάγιες διεθνείς διαδικασίες επισκέψεων.

14.8 Κατ' εφαρμογή της από 21 Μαΐου 1984 Διαταγής υπ' αριθ. 2560/DEF/C.23, η οποία έχει εφαρμογή επί της συνεργασίας και των συμβάσεων με το εξωτερικό στον τομέα του εξοπλισμού, όλα τα έγγραφα τα σχετικά προς το σε συνεργασία υλοποιούμενο πρόγραμμα φέρουν, πέραν της αναλόγου σφραγίδας διαβαθμίσεως (Περιορισμένη Διανομή, Εμπιστευτικό - Άμυνα ή Απόρρητο - Άμυνα), ειδική σφραγίδα: «ΓΑΛΛΙΑ-ΙΤΑΛΙΑ-ΙΣΠΑΝΙΑ-ΒΕΛΓΙΟ-ΕΛΛΑΣ».

Τα έγγραφα τα οποία αφορούν το σε συνεργασία υλοποιούμενο πρόγραμμα, φέρουν σφραγίδα «SPOTI/H/ACAH».

Αποτελούν αντικείμενο - στη Γραμματεία SPOTI/H - καταχωρήσεως εξερχόμενου διαφορετικής από εκείνη της καθαρά εθνικής αλληλογραφίας ή ΝΑΤΟ.

ΑΡΘΡΟ 15
ΕΙΣΔΟΧΗ ΝΕΩΝ ΣΥΜΜΕΤΕΧΟΝΤΩΝ

Η εισδοχή νέων Συμμετεχόντων εξετάζεται και προτείνεται/ από τη Διευθυντική Επιτροπή (CODIR) και αποτελεί αντικείμενο νέας συμφωνίας συνεργασίας. Στην περίπτωση εισδοχής νέων Συμμετεχόντων, τα δικαιώματα επιχειρησιακής χρήσεως του συστήματος HELIOS II των Συμμετεχόντων αυτών αφαιρούνται από τα δικαιώματα της γαλλικής πλευράς.

ΑΡΘΡΟ 16
ΧΡΗΣΙΜΟΠΟΙΟΥΜΕΝΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Οι κοινοποιούμενες από την ACAH στο πλαίσιο της παρούσης συμφωνίας συμβάσεις συντάσσονται στη Γαλλική γλώσσα.

ΑΡΘΡΟ 17
ΕΠΙΛΥΣΗ ΤΩΝ ΔΙΑΦΟΡΩΝ

Όλες οι διαφορές σχετικά με την ερμηνεία ή την εφαρμογή της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας (AT) επιλύονται αποκλειστικώς με διαβουλεύσεις μεταξύ των Συμμετεχόντων.

ΑΡΘΡΟ 18
ΔΙΑΡΚΕΙΑ - ΑΠΟΧΩΡΗΣΗ - ΚΑΤΑΓΓΕΛΙΑ

18.1 Η παρούσα Συμφωνία Συνεργασίας (AC) λήγει μετά το πέρας της χρήσεως των δορυφόρων, που προέρχονται από τις εργασίες οι οποίες αναφέρονται στο άρθρο 2, εκτός εάν οι Συμμετέχοντες αποφασίσουν ομοφώνως την πρόωρη λήξη της. Εάν ένας από τους Συμμετέχοντες κρίνει αναγκαίο να αποχωρήσει πριν από το τέλος της χρήσεως των δορυφόρων, ειδοποιεί άνευ καθυστερήσεως τους λοιπούς Συμμετέχοντες περί της προθέσεως του μέσω της Διευθυντικής Επιτροπής (CODIR). Το ζήτημα αποτελεί αντικείμενο αμέσων διαβουλεύσεων μεταξύ των Συμμετεχόντων προκειμένου να τους επιτραπεί να αξιολογήσουν όλες τις συνέπειες της αποχωρήσεως αυτής και τη δυνατότητα αποφυγής της. Οι εν λόγω διαβουλεύσεις διαρκούν τρεις μήνες.

Ωστόσο, οι διατάξεις των άρθρων 10, 11, 13, 14 και 17 παραμένουν σε ισχύ για 30 έτη.

18.2 Εάν μετά την ολοκλήρωση των διαβουλεύσεων ο Συμμετέχων εμμένει στην απόφαση του να αποχωρήσει από το πρόγραμμα, τίθενται σε εφαρμογή οι εξής διαδικασίες:

18.2.1 Ο αποχωρών Συμμετέχων κοινοποιεί εγγράφως την απόφαση του τρεις μήνες πριν από την ημερομηνία από της οποίας επιθυμεί να ισχύσει η αποχώρηση του.

18.2.2 0 αποχωρών Συμμετέχων οφείλει να διατηρήσει τη συμμετοχή του στο πρόγραμμα, οικονομική ή άλλη, μέχρι της ημερομηνίας από της οποίας θα ισχύσει η αποχώρησή του.

18.2.3 Ο αποχωρών Συμμετέχων λαμβάνει όλες τις διατάξεις τις οποίες έχει τη δυνατότητα να λάβει προκειμένου να δυνηθούν οι λοιποί Συμμετέχοντες να συνεχίσουν το πρόγραμμα. Ειδικότερα, μεριμνά για την παροχή στους λοιπούς Συμμετέχοντες κάθε ευλόγου συνδρομής για την εξακολούθηση του προγράμματος.

18.2.4 Η Διευθυντική Επιτροπή (CODIR) προτείνει τις πλέον ικανοποιητικές διατάξεις για την εξακολούθηση των εργασιών και του προγράμματος. Οι διατάξεις αυτές δύνανται να περιλαμβάνουν μεταφορά δραστηριοτήτων.

18.2.5 Ο αποχωρών Συμμετέχων επιβαρύνεται με δύο ειδών δαπάνες:

- τη συμμετοχή του, η οποία προσδιορίζεται συμφώνως προς τις διατάξεις περί κατανομής των δαπανών, στις από κοινού πραγματοποιούμενες δαπάνες για τους σκοπούς της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας (AC),
- το σύνολο των αμέσων δαπανών λόγω αποχωρήσεως, συμπεριλαμβανομένων των εξόδων καταγγελίας ή τροποποιήσεως των συμβάσεων, τα οποία καθίστανται αναγκαία λόγω, κυρίως, της μειώσεως, της διακοπής, της ακυρώσεως ή της μεταφοράς εργασιών που καταλογίζονται άμεσα στην αποχώρηση του. Οι Συμμετέχοντες καταβάλλουν προσπάθειες όπως διατηρήσουν όσο το δυνατό χαμηλότερα όλες τις άμεσες δαπάνες της αποχωρήσεως.

Το συνολικό κόστος, το οποίο βαρύνει τον αποχωρούντα Συμμετέχοντα, δεν πρέπει ωστόσο να υπερβαίνει το συνολικό ποσό των ανειλημμένων υποχρεώσεων του στο πλαίσιο της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας (AC).

18.2.6 Όλες οι πληροφορίες και τα σχετικά δικαιώματα, που λαμβάνονται πριν από την αποχώρηση, διατηρούνται από τον αποχωρούντα Συμμετέχοντα υπό την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 10 της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας (AC) περί των δικαιωμάτων πνευματικής ιδιοκτησίας και της ανωτέρω παραγράφου 18.2.3.

ΑΡΘΡΟ 19
ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΕΙΣ

Η παρούσα Συμφωνία Συνεργασίας (AC) δύναται να τροποποιείται μόνον εγγράφως με τροπολογία υπογεγραμμένη από τους Συμμετέχοντες. Οι τροποποιήσεις θα τίθενται σε ισχύ κατά τη διαδικασία της δευτέρας παραγράφου του άρθρου 20.

ΑΡΘΡΟ 20
ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Οι όροι της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας (AC) δύνανται να κοινοποιούνται σε τρίτο μόνο με την έγγραφη προηγούμενη σύμφωνη γνώμη των Συμμετεχόντων.

Η παρούσα Συμφωνία Συνεργασίας (AC) δύναται να κοινοποιείται σε εθνικούς κρατικούς οργανισμούς για τις ανάγκες οι οποίες συνδέονται με τις εθνικές διαδικασίες.

Η παρούσα Συμφωνία Συνεργασίας (AC), η οποία περιλαμβάνει ένα προοίμιο, ένα γλωσσάριο, 20 άρθρα και 4 παραρτήματα τα οποία αποτελούν αναπόσπαστο μέρος αυτής, τίθεται σε ισχύ, αφού υπογραφεί από τους Συμμετέχοντες και η ελληνική πλευρά γνωστοποιήσει ότι ολοκληρώθηκαν οι εθνικές διαδικασίες εγκρίσεώς της.

Συντάχθηκε σε πέντε αντίτυπα στη Γαλλική γλώσσα.

Για τον Υπουργό
Εθνικής Αμύνης της (τόπος) ........, (ημερομηνία) .......
Γαλλικής Δημοκρατίας

Για τον Υπουργό
Εθνικής Αμύνης του (τόπος) ........, (ημερομηνία) .......
Βασιλείου του Βελγίου

Για τον Υπουργό
Εθνικής Αμύνης του (τόπος) ........, (ημερομηνία) .......
Βασιλείου της Ισπανίας

Για τον Υπουργό
Εθνικής Αμύνης της (τόπος) ......., (ημερομηνία) .......
Ιταλικής Δημοκρατίας

Για τον Υπουργό
Εθνικής Αμύνης της (τόπος) ......., (ημερομηνία) .......
Ελληνικής Δημοκρατίας

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1

ΟΡΓΑΝΩΣΗ ΕΚ ΜΕΡΟΥΣ ΤΩΝ ΣΥΜΜΕΤΕΧΟΝΤΩΝ

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ



Αποστολή και σύνθεση
της Διευθυντικής Επιτροπής Hélios II

1 - ΑΠΟΣΤΟΛΗ

Η CODIR με σύμπραξη Γαλλίας, Βελγίου, Ισπανίας, Ιταλίας και Ελλάδος, διεξάγει δια της διευθύνσεως του προγράμματος τις συμβατικές και τεχνικές δράσεις τις σχετικές προς την ανάπτυξη και τη λειτουργία του συστήματος Hélios II, προς εξυπηρέτηση των συγκεκριμένων αναγκών των χρηστών του συστήματος. Επομένως, η CODIR:

- εγκρίνει το πρόγραμμα σε τεχνικό, βιομηχανικό και οικονομικό επίπεδο,
- διευθύνει, συντονίζει, ελέγχει τις βιομηχανικές δραστηριότητες τις σχετικές προς το πρόγραμμα Hélios II, ιδία δε εκείνες οι οποίες αφορούν τις προτάσεις εξελίξεως/αναβαθμίσεως του συστήματος.

2 - ΣΥΝΘΕΣΗ

Η CODIR περιλαμβάνει μόνιμα μέλη από τη Γαλλία, το Βέλγιο, την Ισπανία, την Ιταλία και την Ελλάδα.

- Πρόεδρος: ο Διευθυντής της Υπηρεσίας Προγραμμάτων Παρατηρήσεως, Τηλεπικοινωνιών και Πληροφορίας (SPOTI),
- Αντιπρόεδροι:

● Βέλγιο / ο Διευθυντής Εθνικού Εξοπλισμού των Βελγικών Ενόπλων Δυνάμεων,

● Ισπανία / ο εντεταλμένος από τον Ισπανό Υπουργό Αμύνης εκπρόσωπος,

● Ιταλία / ο Προϊστάμενος του 4ου Τμήματος της Γενικής Γραμματείας Αμύνης / Εθνική Διεύθυνση Εξοπλισμού

● Ελλάς / ο εντεταλμένος από τον Έλληνα Υπουργό Εθνικής Αμύνης εκπρόσωπος.

- Μέλη:

- οι εκπρόσωποι τους οποίους ορίζει ο αρχηγός του γενικού επιτελείου εθνικής αμύνης των Συμμετεχόντων,
- οι εκπρόσωποι των γενικών επιτελείων εθνικής αμύνης των Συμμετεχόντων,
- οι εκπρόσωποι της Γενικής Διευθύνσεως Εξοπλισμών (DGA),
- ο εκπρόσωπος του βελγικού γενικού επιτελείου, υπεύθυνος για τη βελγική στρατιωτική διαστημική πολιτική,
- οι εκπρόσωποι του Υπουργείου Εθνικής Αμύνης της Ισπανίας: Γενική Διεύθυνση Εξοπλισμού και Υλικού (DGAM) και Εθνικό Ινστιτούτο Αεροδιαστημικής Τεχνικής (INTA),
- οι εκπρόσωποι του Υπουργείου Εθνικής Αμύνης της Ιταλίας: Επιτελείο Αμύνης και Γενική Διεύθυνση «Teledife»,
- οι εκπρόσωποι του Ελληνικού Υπουργείου Εθνικής Αμύνης,
- οι εκπρόσωποι των διευθύνσεων της γαλλικής πλευράς: DAF (Διεύθυνση Οικονομικών), CGA (Γενικός Επιθεώρηση Όπλων),
- οι εκπρόσωποι του CNES.

- Γραμματεία: η διεύθυνση του προγράμματος.

3 - ΟΡΟΙ ΚΑΙ ΣΥΝΘΗΚΕΣ ΛΕΙΤΟΥΡΓΙΑΣ

Η CODIR συνεδριάζει κατά κανόνα μία φορά το χρόνο. Η συνεδρίαση αυτή προετοιμάζεται από την Τεχνική Ομάδα Hélios II, επικουρούμενη από την ACAH. Οι Συμμετέχοντες δύνανται, εφόσον το επιθυμούν, να επικουρούνται από εμπειρογνώμονες, ο ρόλος των οποίων είναι συμβουλευτικός.

Οι αποφάσεις λαμβάνονται ομοφώνως. Κάθε Συμμετέχων έχει δικαίωμα μιας ψήφου.

Εντολή και σύνθεση
της διευθύνσεως του προγράμματος Hélios II

Η γαλλική πλευρά θέτει στη διάθεση του προγράμματος συνεργασίας Hélios II μία διεύθυνση προγράμματος συμφώνως προς τις διατάξεις του άρθρου 3.

1 - ΑΠΟΣΤΟΛΗ

Η διεύθυνση προγράμματος έχει την ευθύνη των δραστηριοτήτων, με τις οποίες έχει επιφορτισθεί από τους Συμμετέχοντες, προς το κοινό συμφέρον όσον αφορά τη διαχείριση των κοστών, των προθεσμιών και την επίτευξη των επιδιωκομένων υπηρεσιών από το σύστημα.

Διεξάγει τις δραστηριότητες αυτές υπό την υψηλή εποπτεία της CODIR. Θέτει σε εφαρμογή όλες τις δράσεις οι οποίες έχουν αποφασισθεί από αυτή.

Για την ορθή διεξαγωγή των δραστηριοτήτων αυτών, η διεύθυνση του προγράμματος έχει τη στήριξη της ACAH.

2 - ΣΥΝΘΕΣΗ

- ο Γάλλος διευθυντής του προγράμματος,
- ο εκπρόσωπος της βελγικής συμμετοχής, τον οποίο ορίζει ο Εθνικός Διευθυντής Εξοπλισμού,
- ο εκπρόσωπος της ισπανικής συμμετοχής, τον οποίο ορίζει ο Γενικός Διευθυντής Εξοπλισμού και Υλικών,
- ο εκπρόσωπος της ιταλικής συμμετοχής,
- ο εκπρόσωπος της ελληνικής συμμετοχής,
- το γαλλικό τεχνικό και διοικητικό προσωπικό, το οποίο εργάζεται στη διεύθυνση προγράμματος,
- η γραμματεία της διευθύνσεως προγράμματος.

4 - Ο ΡΟΛΟΣ ΤΟΥ ΕΚΠΡΟΣΩΠΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΣΥΜΜΕΤΟΧΗΣ ΣΤΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΟΣ

3.1 - Αποστολή του εκπροσώπου της ελληνικής συμμετοχής

Εντός του ως άνω περιγραφομένου πλαισίου, ο εκπρόσωπος της ελληνικής συμμετοχής στη διεύθυνση προγράμματος έχει την εξής αποστολή:

α) να εκφράζει τη γνώμη του πάνω σε θέματα του προγράμματος, τα οποία αφορούν την ελληνική συμμετοχή, και ιδιαίτερα πάνω σε θέματα βιομηχανικού, τεχνικού και οικονομικού ενδιαφέροντος, όπως αυτά εμφανίζονται στις συμβάσεις που αφορούν τις «ελληνικές εθνικές λειτουργίες» (κόστος, χρονοδιαγράμματα, διαπραγματεύσεις για την υπογραφή συμβάσεων, έγκριση των όρων εξοφλήσεως των συμβάσεων, θεώρηση των συμφωνιών αποπληρωμής από την ACAH βάσει του λογαριασμού στο Ταμείο Παρακαταθηκών, όπως περιγράφεται στο Παράρτημα 2),

β) να διασφαλίζει τον συντονισμό, για λογαριασμό της διευθύνσεως προγράμματος, με εργασίες οι οποίες λαμβάνουν χώρα στην Ελλάδα και εκτός του προγράμματος συνεργασίας, όπως: υποδομές, προστασία των τοποθεσιών, σύνδεσμοι εκπομπών/μεταβιβάσεως ...,

γ) να διεξάγει συντονιστικές δράσεις με τις επίσημες ελληνικές υπηρεσίες (στρατιωτική ασφάλεια, βιομηχανική εποπτεία, οργανισμός διαχειρίσεως ραδιοφωνικών συχνοτήτων), αναλόγως των αναγκών του προγράμματος,

δ) να ενημερώνει τακτικά τις ελληνικές αρχές για την τεχνική εξέλιξη του προγράμματος και για τα στοιχεία τα οποία έχουν αντίκτυπο στην ελληνική οικονομική συμμετοχή.

3.2 - Μέσα

Για τη διεξαγωγή των ανωτέρω δράσεων, ο εκπρόσωπος της ελληνικής πλευράς διαθέτει τα ακόλουθα μέσα:

α) Συμμετέχει στις συνεδριάσεις των ομάδων εργασίας της Επιχειρησιακής Ομάδος Hélios II και της Τεχνικής Ομάδος Hélios II.

β) Συμμετέχει σε κάθε συνεδρίαση και ειδικότερα στις συνεδριάσεις της διευθύνσεως προγράμματος, οι οποίες αφορούν στο εν λόγω πρόγραμμα συνεργασίας.

γ) Δύναται να εκδίδει κάθε έγγραφο το οποίο κρίνει αναγκαίο όσον αφορά το πρόγραμμα και κατά την άσκηση των καθηκόντων του. Το έγγραφο θεωρείται προηγουμένως από τον διευθυντή προγράμματος, στη συνέχεια δε υπογράφεται από τον ίδιο και από τον διευθυντή προγράμματος.

δ) Εάν επιθυμεί την κοινοποίηση ειδικής δεσμεύσεως ή ειδικών παρατηρήσεων προς την ACAH (π.χ.: αποδοχή των όρων εξοφλήσεως των συμβάσεων, παρατηρήσεις ...), δύναται να συντάσσει εσωτερική αλληλογραφία, με τη σφραγίδα και την υπογραφή του.

ε) Δύναται να αποστέλλει και να παραλαμβάνει έγγραφα προς και από τους οργανισμούς της χώρας του απευθείας, όπως, για παράδειγμα, μέσω της πρεσβείας του στο Παρίσι.

Η γαλλική πλευρά θέτει στη διάθεση του εκπροσώπου της ελληνικής συμμετοχής τα απαραίτητα τεχνικά μέσα για την εκπλήρωση της αποστολής του, συμπεριλαμβανομένων των μέσων επικοινωνίας με διάφορους οργανισμούς της ελληνικής διοικήσεως.

Αποστολή και σύνθεση
της Τεχνικής Ομάδος Hélios II

1 - ΑΠΟΣΤΟΛΗ

Η Τεχνική Ομάδα Hélios II:

- ελέγχει την πορεία των δραστηριοτήτων του προγράμματος εξ επόψεως τεχνικής, οικονομικής και χρονικής,
- προετοιμάζει τις συνεδριάσεις της CODIR.

2 - ΣΥΝΘΕΣΗ

- Πρόεδρος: . διευθυντής του προγράμματος Hélios II.
- Αντιπρόεδροι: . ο εκπρόσωπος της βελγικής πλευράς στη Διεύθυνση του προγράμματος Hélios II,
  . ο επικεφαλής του ισπανικού προγράμματος Hélios II,
  . ο προϊστάμενος του 5ου Τμήματος του 2ου Τομέα της Γενικής Διευθύνσεως «Teledife»,
  . ο επικεφαλής του ελληνικού προγράμματος Hélios II.
- Μέλη: . εκπρόσωποι της διευθύνσεως προγράμματος,
  . Γαλλική Συμμετοχή: εκπρόσωποι της ΕΜΑ,
  . Βελγική Συμμετοχή: εκπρόσωποι της EMG,
  . Ισπανική Συμμετοχή εκπρόσωποι του Γενικού Επιτελείου Αμύνης, της DGAM, της INTA και ο ισπανός εκπρόσωπος στη διεύθυνση προγράμματος Hélios II,
  . Ιταλική Συμμετοχή: εκπρόσωποι του Γενικού Επιτελείου Αμύνης και του ιταλικού Βασικού Κέντρου Hélios,
  . Ελληνική Συμμετοχή: εκπρόσωποι του ελληνικού Υπουργείου Εθνικής Αμύνης και του CPHH,
  . εκπρόσωποι του CNES.
- Γραμματεία: . η διεύθυνση προγράμματος.

3 - ΟΡΟΙ ΚΑΙ ΣΥΝΘΗΚΕΣ ΛΕΙΤΟΥΡΓΙΑΣ

- Η Τεχνική Ομάδα Hélios II συνεδριάζει κατά κανόνα δύο φορές το χρόνο.
- Η Τεχνική Ομάδα Hélios It δύναται να συνεδριάζει τη αιτήσει ενός εκ των Συμμετεχόντων.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗ ΔΙΑΧΕΙΡΙΣΗ ΤΟΥ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΟΣ

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ



1 - ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΕΣ ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑΣ

Ο ελληνική πλευρά συμβάλλει στη χρηματοδότηση του προγράμματος Hélios Η συμφώνως προς το άρθρο 9 της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας και βάσει του χρονοδιαγράμματος του Παραρτήματος 3.

Η οικονομική διαχείριση του προγράμματος Hélios II εξασφαλίζεται κατά τις ισχύουσες στα γαλλικά εξοπλιστικά προγράμματα διαδικασίες.

Η οικονομική συμμετοχή της ελληνικής πλευράς πραγματοποιείται από τη διοίκηση της εντός τριμήνου προθεσμίας από της προσκλήσεως για καταβολή κεφαλαίου. Τα καταβαλλόμενα από την ελληνική πλευρά κεφάλαια κατατίθενται με έμβασμα σε τοκοφόρο τραπεζικό λογαριασμό ο οποίος έχει ανοιχθεί στο Ταμείο Παρακαταθηκών (CDC) επ' ονόματι του Υπουργείου Εθνικής Αμύνης της Ελληνικής Δημοκρατίας. Η κίνηση του εν λόγω τραπεζικού λογαριασμού εξασφαλίζεται από τον ταμία των βιομηχανικών υπηρεσιών εξοπλισμού (ACSIA) ο οποίος ενεργεί στο όνομα και για λογαριασμό της ελληνικής πλευράς, με την ιδιότητα του προϊσταμένου του χρηματοοικονομικού ιδρύματος του CDC. Σε περίπτωση καθυστερήσεως ή παραλείψεως εκ μέρους της ελληνικής πλευράς να διαθέσει τα απαιτούμενα κεφάλαια υπό τους ως άνω όρους, θα επιβαρύνεται με τα επιπλέον συμβατικά έξοδα τα οποία συνεπάγεται άμεσα η εν λόγω καθυστέρηση ή παράλειψη, όπως θα της κοινοποιούνται από την ACAH.

Ο τρόπος λειτουργίας του λογαριασμού αυτού περιγράφεται σε τραπεζικό πρωτόκολλο το οποίο υπογράφεται από έναν εκπρόσωπο της ελληνικής συμμετοχής, έναν της ACAH και έναν του CDC.

2 - ΠΡΟΣΚΛΗΣΗ ΓΙΑ ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΚΕΦΑΛΑΙΩΝ

Η ACAH απευθύνει κάθε έτος προς την Ελληνική Διοίκηση, σε περίοδο η οποία καθορίζεται με κοινή συμφωνία μεταξύ των Συμμετεχόντων, πρόσκληση για καταβολή κεφαλαίων με σκοπό την κάλυψη της ελληνικής οικονομικής συμμετοχής στις ανάγκες χρηματοδοτήσεως των εν ισχύ ή προς κοινοποίηση κατά τη διάρκεια του έτους συμβάσεων.

Η ελληνική πλευρά διαθέτει προθεσμία ενός μηνός προκειμένου να απευθύνει τις παρατηρήσεις της προς την ACAH. Εφόσον δεν υποβληθούν παρατηρήσεις εντός της προθεσμίας αυτής, οι όροι της προσκλήσεως για καταβολή κεφαλαίων θεωρούνται αποδεκτοί.

Για τα ποσά της προσκλήσεως για καταβολή κεφαλαίων τίθεται ανώτατο όριο το ύψος των ποσών του χρονοδιαγράμματος των εισφορών, το οποίο έχει εγκριθεί κατά την τελευταία CODIR. Το αρχικό χρονοδιάγραμμα περιγράφεται στο Παράρτημα 3 της παρούσης Συμφωνίας Συνεργασίας (AC).

Η Διοίκηση της ελληνικής πλευράς απευθύνει προς την ACAH αντίγραφο της περί καταβολής ειδοποιήσεως η οποία απευθύνεται προς τις τράπεζες.

3 - ΚΑΝΟΝΑΣ ΥΠΟΛΟΓΙΣΜΟΥ ΤΟΥ ΠΟΣΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗΣ ΣΥΜΜΕΤΟΧΗΣ

Η ελληνική οικονομική συμμετοχή υπολογίζεται υπό τους οικονομικούς όρους αναφοράς βάσει του τύπου αναθεωρήσεως ο οποίος αναφέρεται επακριβώς στην παράγραφο 4 του παρόντος Παραρτήματος.

Για την παρακολούθηση των δαπανών οι οποίες συνδέονται με τις συμβάσεις που αφορούν τις «ελληνικές λειτουργίες», και οι ετήσιες πληρωμές, τόσο οι βεβαιωμένες όσο και οι προβλέψεως, υπολογίζονται κατά τον ίδιο τρόπο υπό τους οικονομικούς όρους αναφοράς.

Η συμπεφωνημένη ημερομηνία αναφοράς για τη λογιστική εγγραφή μιας δαπάνης είναι η ημερομηνία υπογραφής της εντολής πληρωμής από τον Διευθυντή του SPOTI ή η ημερομηνία εκδόσεως εντάλματος πληρωμής από τις διοικητικές υπηρεσίες της ACAH όσον αφορά τα παραστατικά [τιμολόγια] των Συμβαλλομένων.

Χάριν απλουστεύσεως, οι ετήσιες πληρωμές στους Συμβαλλομένους υπολογίζονται ότι είναι σύμφωνες προς τους οικονομικούς όρους του μηνός Ιουλίου του τρέχοντος έτους.

4 - ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΑ ΣΤΟΙΧΕΙΑ

4.1 - Οι οικονομικοί όροι αναφοράς: Ιανουάριος 2001

4.2 - Τύποι μεταθέσεως των τιμών

Ο τύπος μεταθέσεως (δείκτης i) για την μετατόπιση των δαπανών από τους οικονομικούς όρους του μηνός αναφοράς σε εκείνους ενός μηνός η, προηγουμένου ή μεταγενεστέρου του μηνός αναφοράς, είναι ο ακόλουθος:

i = 0,85 Sn/So + 0,15 [PsdG2n*PsdB Ιούλιος 2004) / PsdG2 Ιούλιος 2004] / PsdBo

S = δείκτης INSEE του κόστους εργασίας των ηλεκτρικών και μηχανολογικών βιομηχανιών.

PsdB Ιούλιος 2004 = τιμή παλαιού δείκτη INSEE για τα προϊόντα και διάφορες υπηρεσίες «Β» τον Ιούλιο 2004.

PsdG2 = νέος δείκτης INSEE για τα προϊόντα και διάφορες υπηρεσίες «Β» από τον Ιούλιο 2004

5 - ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΟΣ ΕΛΕΓΧΟΣ ΤΟΥ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΟΣ

Το πρόγραμμα Hélios II διεξάγεται συμφώνως προς τους ισχύοντες κανονισμούς οι οποίοι έχουν εφαρμογή επί των γαλλικών εξοπλιστικών προγραμμάτων και υπό τον έλεγχο των επιφορτισμένων με την εξακρίβωση της εφαρμογής τους οργανισμών. Το σύνολο των πληρωμών του κοινού προγράμματος ελέγχεται από τον ACSIA, πληρωτή οργανισμό της Γενικής Αντιπροσωπείας για τον Εξοπλισμό υπό την εποπτεία του Υπουργείου Οικονομικών της Γαλλικής Δημοκρατίας, και τον έλεγχο του Ελεγκτικού Συνεδρίου της Γαλλικής Δημοκρατίας. Ο ACAH εξασφαλίζει για λογαριασμό της ελληνικής πλευράς τον οικονομικό έλεγχο και παρακολούθηση όλων των πληρωμών οι οποίες πραγματοποιούνται από τον λογαριασμό ο οποίος έχει ανοιχθεί στο Ταμείο Παρακαταθηκών, για τη χρηματοδότηση της ελληνικής συμμετοχής στο πρόγραμμα. Τηρεί ενήμερη την ελληνική πλευρά ως προς τον έλεγχο αυτό, ιδία δε επί τη ευκαιρία των συνεδριάσεων της CODIR.

## ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 3

### ΑΡΧΙΚΟ ΠΡΟΒΛΕΠΟΜΕΝΟ ΧΡΟΝΟΔΙΑΓΡΑΜΜΑ ΚΑΤΑΒΟΛΗΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗΣ ΣΥΜΜΕΤΟΧΗΣ

Υπό τους οικονομικούς όρους του μηνός Ιανουαρίου του έτους 2001, σε εκατομμύρια Ευρώ μη συμπεριλαμβανομένων των τελών

(MEUR HT)

| Έτος | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | Σύνολο |
|---|---|---|---|---|---|
| Κεφάλαια σε MEUR HT CE01/01 | 18,07 | 18,07 | 17,37 | 2,59 | 56,10 |
| Κεφάλαια σε MEUR HT CE01/05 | 20,89 | 20,89 | 20,09 | 3,00 | 64,87 |

* εφόσον CE01/01->01/05 = 1,1564

Το παρόν χρονοδιάγραμμα συμπεριλαμβάνει την προκαταβολή. Αυτή, όπως αναφέρεται στην παράγραφο 9.3, δεν δύναται να χρησιμοποιείται ει μη μόνον κατόπιν αποφάσεως της Διευθυντικής Επιτροπής. Αποτελεί αντικείμενο προσκλήσεων για καταβολή κεφαλαίου μόνο μετά από παρόμοια απόφαση.

Με την παρούσα Συμφωνία Συνεργασίας (AC) εξουσιοδοτείται η ACAH να προβεί στην πρόσκληση για καταβολή κεφαλαίων του ποσού της ελληνικής συμμετοχής για το έτος 2006, η οποία ανέρχεται σε 21,3 εκατομμύρια Ευρώ σε κυκλοφορία.

## ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 4

### ΟΡΟΙ ΠΡΟΣΒΑΣΕΩΣ ΣΤΟ ΣΥΣΤΗΜΑ ΠΡΙΝ ΑΠΟ ΤΗΝ ΕΝΑΡΞΗ ΛΕΙΤΟΥΡΓΙΑΣ ΤΟΥ CPHH

Το παρόν παράρτημα καθορίζει τους όρους τους οποίους οφείλει να τηρήσει η Ελλάδα, ώστε να έχει πρόσβαση στο σύστημα Hélios II εν αναμονή της ενάρξεως λειτουργίας του CPHH στους δύο ακόλουθους τομείς:

- Όροι επιχειρησιακής χρήσεως του συστήματος Hélios II.
- Ταξινόμηση, κρυπτογράφηση και σύνδεσμος Γαλλίας-Ελλάδος για τα προϊόντα/εικόνες του συστήματος Hélios II.

Μετά την έναρξη επιχειρησιακής λειτουργίας του CPHH, οι κάτωθι διατάξεις αντικαθίστανται από τις διατάξεις του επιχειρησιακού διακανονισμού, ο οποίος υπογράφεται από τους Συμμετέχοντες στο Σύστημα και αναφέρεται στο άρθρο 7.2.3.

1 - ΟΡΟΙ ΕΠΙΧΕΙΡΗΣΙΑΚΗΣ ΧΡΗΣΕΩΣ ΤΟΥ ΣΥΣΤΗΜΑΤΟΣ HELIOS II

1.1 - Γενικά

Το σύστημα HELIOS είναι ένα σύστημα παρατηρήσεως της Γης και εκμεταλλεύσεως των εικόνων τις οποίες εκπέμπουν οι δορυφόροι HELIOS II και λαμβάνουν τα Βασικά Κέντρα Hélios (CPH) για επεξεργασία και αξιοποίηση.

Η Γαλλία θέτει σε λειτουργία το Γαλλικό Βασικό Κέντρο Hélios, εφ' εξής «Στρατιωτικό Κέντρο Παρατηρήσεως μέσω Δορυφόρων (CMOS)».

Η γενική διοίκηση του συστήματος από τεχνικής πλευράς έχει ανατεθεί στον διευθυντή του Στρατιωτικού Κέντρου Παρατηρήσεως μέσω Δορυφόρων (CMOS), το οποίο ευρίσκεται στην αεροπορική βάση 110 του Creil.

1.2 - Βασικές Αρχές

Τα δικαιώματα επιχειρησιακής χρήσεως, στα οποία έχει πρόσβαση η ελληνική συμμετοχή, αφαιρούνται από τα δικαιώματα της γαλλικής συμμετοχής.

Η πρόσβαση της ελληνικής συμμετοχής στο σύστημα Hélios II κατά τη φάση υλοποιήσεως του CPHH, πραγματοποιείται στις εγκαταστάσεις του CMOS. Η επεξεργασία και αξιοποίηση των εικόνων Hélios πραγματοποιούνται μέσω συνδέσμου της ελληνικής συμμετοχής στη Γαλλία.

Ο σύνδεσμος αποτελείται από Έλληνες αξιωματικούς και υπαξιωματικούς. Το προσωπικό αυτό οφείλει να διαθέτει τα απαραίτητα επαγγελματικά προσόντα. Διαθέτει την επάρκεια επιπέδου «Απόρρητο ΝΑΤΟ» και ευχέρεια στη Γαλλική γλώσσα. Διατίθενται επιχειρησιακά τμήματα και τμήματα υποστηρίξεως.

Ο σύνδεσμος έχει επίσης ως αποστολή να:

- διαφυλάττει τα εθνικά συμφέροντα της Ελλάδος σε περίπτωση διεθνούς κρίσεως,

- διασφαλίζει και να βελτιώνει / αναβαθμίζει τον επιχειρησιακό, τεχνικό συντονισμό και τον συντονισμό διοικητικής μέριμνας,

- αναλύει και εκθέτει τα προβλήματα τα οποία προκύπτουν στο σύστημα κατά τη διάρκεια της αποστολής,
- συντονίζει την παράδοση/παραλαβή διαβαθμισμένου υλικού και μέσων υποστηρίξεως μεταξύ των τμημάτων/μονάδων,
- διατηρεί σχέσεις με όλους τους τεχνικούς και επιχειρησιακούς οργανισμούς, οι οποίοι εργάζονται με το σύστημα Hélios, ώστε να προωθήσει το πνεύμα συνεργασίας και αρμονίας μεταξύ των χωρών της Hélios,
- διευκολύνει και προωθήσει τον διεθνή διάλογο.

1.3 - Κανόνες λειτουργίας

Η πρόσβαση στο πρόγραμμα πραγματοποιείται από Γάλλο χειριστή.

Σε ένα έτος, η Ελλάδα θα έχει τη δυνατότητα να ζητήσει την παραγωγή 365 εικόνων Hélios II. Η παραγωγή των εικόνων γίνεται είτε κατόπιν υποβληθέντος αιτήματος προγραμματισμού, είτε με εικόνα αρχείου.

Στην περίπτωση κατά την οποία δεν υφίσταται σύγκρουση προγραμματισμών, ήτοι του αιτουμένου από την ελληνική πλευρά προγραμματισμού και του γαλλικού προγραμματισμού, η γαλλική πλευρά συμπεριλαμβάνει το αίτημα της ελληνικής πλευράς στον προγραμματισμό της.

Στην περίπτωση κατά την οποία υφίσταται σύγκρουση προγραμματισμών, ήτοι του αιτουμένου από την ελληνική πλευρά προγραμματισμού και του γαλλικού προγραμματισμού, τόσο η γαλλική όσο και η ελληνική πλευρά εξετάζουν τη σκοπιμότητα κοινού προγραμματισμού, έχοντας ως στόχο να ανταποκρίνεται στις ανάγκες και των δύο. Στην περίπτωση αυτή, η γαλλική πλευρά προγραμματίζει την κοινή αίτηση. Σε αντίθετη περίπτωση, η ελληνική αίτηση δεν γίνεται δεκτή.

Στην περίπτωση συγκρούσεως ανάμεσα στον αιτούμενο από την ελληνική πλευρά και ιεραρχημένο από τη γαλλική πλευρά προγραμματισμό και σε επιτακτικό αίτημα ιεραρχημένο από κάποιον από τους λοιπούς εταίρους, η ελληνική αίτηση δεν γίνεται δεκτή, εκτός από τις περιπτώσεις εξαιρετικής ή εκτάκτου ανάγκης, οι οποίες περιγράφονται κατωτέρω. Οι ακριβείς όροι διαλόγου για τη διευθέτηση των αντικρουόμενων συμφερόντων μεταξύ του συνόλου των Εταίρων, θα δύνανται να τροποποιούνται στα πλαίσια του GOMH.

Στην περίπτωση κατά την οποία η ελληνική αίτηση προγραμματισμού δεν γίνει δεκτή, η γαλλική πλευρά προτείνει στην ελληνική, εφόσον υφίσταται, εικόνα εθνικού αρχείου της εξεταζόμενης περιοχής.

Κατ' εξαίρεση και για να ανταποκριθεί στις επείγουσες ανάγκες της, παραχωρείται στην ελληνική πλευρά προτεραιότητα προγραμματισμού από τη γαλλική πλευρά πέντε φορές ετησίως.

Σε περίπτωση εκτάκτου ανάγκης, αναγνωρισμένης από όλους τους Συμμετέχοντες, ή στην περίπτωση κατά την οποία απειλείται η ασφάλεια ή η εθνική κυριαρχία ενός εκ των Συμμετεχόντων, το σύνολο των Συμμετεχόντων δεσμεύεται όπως καταβάλει πάσα απαιτούμενη προσπάθεια για την πραγματοποίηση κοινού προγραμματισμού όσον αφορά την εν λόγω έκτακτη ανάγκη.

2 - ΔΙΑΒΑΘΜΙΣΗ. ΚΡΥΠΤΟΓΡΑΦΗΣΗ ΚΑΙ ΣΥΝΔΕΣΜΟΣ CPHF - CPHH ΓΙΑ ΤΑ ΠΡΟΪΟΝΤΑ-ΕΙΚΟΝΕΣ ΤΟΥ ΣΥΣΤΗΜΑΤΟΣ HELIOS II

2.1 - Ταξινόμηση των εικόνων/προϊόντων HELIOS II

Η ταξινόμηση των εικόνων Hélios, όπως ορίζονται στην από 27 Μαΐου 2003 πρόσθετη συμφωνία N° 2 περί ταξινομήσεως των προϊόντων εικόνας (AA n° 2), έχει εφαρμογή κατά την προβλεπόμενη από το παρόν Παράρτημα φάση. Η ελληνική πλευρά αναγνωρίζει ότι έχει λάβει γνώση των διατάξεων αυτών και δεσμεύεται ότι θα τις εφαρμόσει συμφώνως προς την παρούσα Συμφωνία Συνεργασίας (AC).

Αναλόγως της φύσεως των πληροφοριών που περιέχουν, τα προς αξιοποίηση προϊόντα Hélios δύνανται να ταξινομούνται μονομερώς από την ελληνική πλευρά σε επίπεδο ανώτερο από εκείνα τα οποία ορίζονται κατωτέρω.

2.2 - Κανόνες χρήσεως

Η ελληνική πλευρά διαθέτει το διαστημικό σύστημα αναλόγως των αναγκών της, εντός των οριζομένων από τους όρους προσβάσεως στο σύστημα ορίων. Κάθε Συμμετέχων έχει την κυριότητα της αξιοποιήσεως των αριθμητικών δεδομένων τα οποία έχει λάβει από το σύστημα.

Η ελληνική πλευρά δύναται να καθορίζει ελευθέρως τις ζώνες τις οποίες επιθυμεί να παρατηρεί, σεβόμενη τα συμφέροντα των λοιπών Συμμετεχόντων.

Η ελληνική πλευρά δεσμεύεται ότι δεν θα παρέχει ή παρουσιάζει σε τρίτο διαβαθμισμένα προϊόντα εικόνας Hélios II, όπως ορίζεται στην παράγραφο 2.1 της Προσθέτου Συμφωνίας υπ' αριθ. 2, άνευ της εγγράφου συναινέσεως των λοιπών Συμμετεχόντων.

Για την κυβερνητική χρήση, μέσα σε πλαίσια αυστηρώς εθνικά, των προϊόντων εικόνας Hélios II «Περιορισμένης Διανομής», όπως αυτά ορίζονται στην παράγραφο 2.1 του παρόντος Παραρτήματος, δεν απαιτείται η προηγούμενη έγγραφη συγκατάθεση των λοιπών Συμμετεχόντων.

Στο πλαίσιο επιχειρήσεως ή συμμαχικής στρατιωτικής ασκήσεως, η ελληνική πλευρά δύναται να παρουσιάσει σε τρίτους οι οποίοι συμμετέχουν στη συμμαχία, υπ' ευθύνη της, άνευ παραχωρήσεως και άνευ προηγουμένης συγκαταθέσεως των λοιπών μερών, τα προϊόντα εικόνας Hélios II «Περιορισμένης Διανομής», όπως ορίζονται στην παράγραφο 2.1 του παρόντος Παραρτήματος, σχετικά προς την αποστολή της συμμαχίας.

Με εξαίρεση τις περιπτώσεις οι οποίες αναφέρονται ειδικώς από τις ως άνω παραγράφους, η GOMH είναι επιφορτισμένη, στο πλαίσιο της αποστολής της, να διευκρινίζει τα ειδικά μέτρα προστασίας τα οποία πρέπει να εφαρμόζονται επί των προϊόντων εικόνας Hélios II.

2.3 - Σύνδεσμος Γαλλίας-Ελλάδος

Κατά τη φάση την οποία καλύπτει το παρόν Παράρτημα, η ελληνική πλευρά είναι υπεύθυνη για την παροχή, τη διατήρηση του συνδέσμου Γαλλίας-Ελλάδος και τα αντίστοιχα κρυπτογραφικά μέσα.

Άρθρο 2

Με απόφαση του Υπουργού Εθνικής Άμυνας μεταφέρονται στην ελληνική έννομη τάξη οι ιδιαίτερες Τεχνικές Συμφωνίες μεταξύ των Συμμετεχόντων Μερών, που προβλέπονται από το άρθρο 1 παράγραφος 2 εδάφιο 1.3 της Συμφωνίας.

Άρθρο 3

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευση του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Συμφωνίας που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 20 παράγραφος 3 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεση του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 16 Μαρτίου 2007

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

**ΚΑΡΟΛΟΣ ΓΡ. ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

| ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ ΚΑΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ | ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ | ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΑΣ |
|---|---|---|
| **Γ. ΑΛΟΓΟΣΚΟΥΦΗΣ** | **Θ. ΜΠΑΚΟΓΙΑΝΝΗ** | **Ε. ΜΕΪΜΑΡΑΚΗΣ** |

*Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους*

Αθήνα, 19 Μαρτίου 2007

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

**ΑΝΑΣΤΑΣΙΟΣ ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ**




**ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ**
ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 * ΑΘΗΝΑ 104 32 * ΤΗΛ. 210 52 79 000 * FAX 210 52 21 004
ΗΛΕΚΤΡΟΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ: http://www.et.gr – e-mail: webmaster@et.gr